

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 13 janvier 2022

Encore une grosse causerie, actualité oblige, on lèvera le pied plus tard !

L'adversité me stimule au lieu de me décourager. Avant je me disais que, parce que je ne supporte pas la souffrance physique, sous la torture je serais prêt à lâcher le morceau, maintenant au regard de ma réaction, je me dis plutôt crever que d'abdiquer ma dignité.

Hier et avant-hier soir j'ai regardé des documentaires et interviews de l'acteur et comédien Jean-Louis Trintignant. Je n'avais pas suivi l'affaire en 2003 de l'assassinat de sa fille Marie par Bertrand Canta du groupe Noir désir, il porte bien son nom ! Pour ce meurtre épouvantable il n'a fait que 4 ans de prison, une prime au assassin en somme, dans ce pays on peut massacrer une femme ou n'importe qui en toute impunité ou presque, c'était il y a 19 ans déjà, cela donnait une idée assez précise du régime sous lequel nous vivions.

En 2009 Bertrand Canta décida de remonter sur scène et de continuer de vivre comme si rien ne s'était passé. Son public qui connaissait l'histoire du meurtre de sa compagne Marie Trintignant se précipita à ses concerts, lui aussi comme si rien ne s'était passé dans la vie de ce sordide personnage, parce qu'il ne faut pas mélanger l'artiste et l'homme diront certaines personnes interviewées à l'entrée d'un concert, pour qui se divertir est plus important que toute valeur morale ou la vie de cette pauvre femme lâchement assassinée.

Parce que je vous raconte cette tragédie, n'allez pas croire pour autant que je me serais converti au féminisme, je l'ai toujours en horreur, non, c'est juste pour montrer comment les hommes et les femmes peuvent être faibles ou vulnérables, inconscients à notre époque et peuvent sombrer dans la pire des lâchetés jusqu'à cautionner les pires crimes, celui par exemple des non-vaccinés dont je fais partie, qui ne sont bons qu'à être enfermés, piqués de force ou euthanasiés, liquidés socialement et physiquement.

C'était en 2003, il y a 19 ans, la société était déjà pourrie à ce point-là, mais on a continué de nous faire croire qu'on était en république et en démocratie, qu'il fallait participer à chaque élection, que tout ce qui se passait n'était pas si grave que cela, et que cela allait bien finir par s'arranger, sauf que c'est l'inverse qui s'est produit, ce qui entre nous était parfaitement prévisible, puisque la crise du capitalisme ne pouvait que s'approfondir...

On me reproche souvent d'être outrancier, c'est ma manière de sonner l'alarme, de réveiller les consciences endormies ou qui somnolent, qui sinon quand elles se réveilleront, il sera trop tard ou nous serons réduits à l'impuissance, c'est le cas aujourd'hui, mille fois hélas ! Ce n'est pas non plus une envie de vouloir avoir raison tout seul avant tout le monde, car je n'ai absolument aucune ambition ou je ne cherche à convaincre personne de quoi que ce soit. Ce serait mal me connaître de me prêter une telle intention. J'estime que c'est à chacun de prendre librement conscience de la réalité à partir des éléments en sa possession.

Personnellement, je n'ai aucune camelote à vous refourguer, je défends honnêtement ou sincèrement une cause ou un idéal et c'est tout, c'est mon unique fonds de commerce pour parler vulgairement comme nos dirigeants, je me moque du reste. Je le fais à ma manière, parfois maladroitement, mais l'essentiel n'est pas là, chacun à son caractère et sa personnalité, on aime ou on n'aime pas, peu

importe on s'en fout, c'est le message ou plutôt les quelques connaissances ou enseignements que j'ai acquis que j'essaie de partager modestement avec le plus grand nombre.

Et puis il y a quand même un truc à la portée de tous qui ne trompe pas, sur lequel on peut s'appuyer pour savoir à qui on a affaire, c'est de vérifier que la personne est toujours animée de bonnes intentions ou défend avec détermination la cause qu'elle prétend avoir adoptée en toute occasion. Par exemple, ceux qui ont adopté la muselière et la vaccination entre autres en chœur avec Macron, sont-ils animés de bonnes intentions envers les travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre, vous voyez, c'est très simple de repérer les imposteurs dans nos rangs.

Je ne joue pas non plus au justifier, les charlatans ou les traîtres, les opportunistes pullulent, il faut bien les démasquer et les combattre, ce n'est pas une partie de plaisir, les choses d'agréables en politique sont aussi rares que les victoires ou les bonnes nouvelles, et pourtant c'est indispensable de s'y engager puisque notre destin en dépend, on n'a pas vraiment le choix, cependant il faut savoir ce que l'on veut dans la vie, non ? C'est chiant, quoi, de ne pas avoir le choix, mais de quoi avons-nous le choix dans leur société de merde, dites-moi ? Que dal, c'est bien pour cela qu'il faut faire table rase ! On nous impose un tas de trucs tout au long de notre vie et on les supporte, n'est-ce pas ? Alors pour une fois qu'on a le choix, on ne saisit pas cette opportunité, vous avouerez que c'est stupide comme comportement.

Rejoignez La Voix de l'Opposition de Gauche.

- [Cette causerie au format pdf \(pages\)](#)

INTRODUCTION

Le régime de Macron, c'est le fascisme. Mode d'emploi.

Milton Friedman, économiste de l'École de Chicago et conseiller de Pinochet et des juntas militaires latino-américaines dans les années 70.

- « *Seule une crise — réelle ou supposée — peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables.* »

Fabuleux, on ne peut pas imaginer plus clair.

Vanguard vous veut du bien - 12 janvier 2022

<https://odysee.com/@comak:f/vanguard:5>

MCKINSEY : Le cabinet qui décide de nos vies ? - Le Média

<https://www.youtube.com/watch?v=jdybT1NbA1c>

En 2019, Marc Van Ranst expliquait comment vendre une épidémie et manipuler les médias ! - lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Être complotiste aujourd'hui, c'est compliqué quand les comploteurs ont pris les devants. C'est le cas du virologue belge Marc Van Ranst qui explique, devant un public conquis, comment mentir sur une gestion de crise afin de manipuler les populations à l'aide des médias. Dans cette conférence du 22 janvier 2019 — avant l'arrivée du covid — il explique ses techniques de manipulation. Principe de base : être constamment présent dans les médias.

Celui qui se vend comme un expert en manipulation, sait de quoi il parle. Il était commissaire interministériel pour la gestion de crise pendant la pandémie de grippe porcine (H1N1) en 2009 et faisait partie du Comité scientifique Coronavirus (organe qui donne des avis aux autorités de la santé en Belgique). Voici comment le virologue explique sa technique : « Vous devez être omniprésent, les premiers jours, pour attirer l'attention des médias. Vous concluez un accord avec eux. Vous leur direz tout et s'ils vous appellent, vous décrochez votre téléphone. En faisant ça, vous pouvez profiter des premiers jours pour atteindre une couverture maximale. Ils ne vont pas chercher des voix alternatives. Si vous faites ça, ce sera beaucoup plus facile. »

On se demande si Karine Lacombe et autres médecins de plateau n'étaient pas à cette conférence ? On se demande également s'il suffit de décrocher le téléphone pour convaincre les médias. Un lobbying sans argument sonnante et trébuchante, est-ce crédible ? lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Marc Van Ranst, pandémie et manipulation

https://www.youtube.com/watch?v=TjjA3T_3RPk

Ceci n'est pas un complot

https://www.youtube.com/watch?v=HH_JWgJXxLM

Totalitarisme. Une société toujours plus liberticide et policière.

- Macron veut « doubler les policiers sur le terrain d'ici 2030 » : pour la droite sénatoriale, une « annonce électoraliste » qui arrive trop tard - Publicsenat.fr 10 janvier 2022

- Sécurité : A Nice, Emmanuel Macron défend son bilan et gonfle le budget de 15 milliards d'euros sur cinq ans - 20minutes.fr 10 janvier 2022

- Emmanuel Macron veut tripler l'amende pour harcèlement de rue à 300 euros - BFMTV 10 janvier 2022

Sans blague ou confirmation : "Valérie Pécresse et Emmanuel Macron, c'est la même chose".

FranceSoir - A droite, c'est l'annonce par l'ancien numéro 2 de LR Guillaume Peltier de son ralliement à Eric Zemmour (Reconquête!) qui a fait des vagues.

"J'ai pris la décision de soutenir le seul candidat de la droite, le seul candidat fidèle aux valeurs du RPR, le seul candidat capable de battre Emmanuel Macron parce que capable de rassembler tous les électeurs de droite", a indiqué à Cnews et Europe 1 le député du Loir-et-Cher, qui devrait devenir le porte-parole de la campagne d'Eric Zemmour.

Et d'appuyer sur un point sensible dans la campagne de la candidate de LR: "Je n'ai aucune garantie d'un non-ralliement (de Valérie Pécresse) à Emmanuel Macron", a-t-il critiqué, jugeant que "Valérie Pécresse et Emmanuel Macron, c'est la même chose". francesoir.fr 9 janvier 2022

- Vous avez rejeté la dictature du prolétariat et le socialisme démocratique, et bien vous aurez la dictature de l'oligarchie ou le totalitarisme.

- Si l'intention du régime totalitaire de nuire à la santé de la population n'est pas clairement établie, qu'est-ce qu'il vous faut ?

Si on a bien compris, les personnes vaccinées présentent des charges virales plus importantes que chez les gens qui n'ont pas été vaccinés (Pr. Raoult), donc ils sont plus contagieux, donc ils peuvent transmettre une version du virus plus virulente à certaines personnes qui auront des complications plus graves, il s'agit donc d'entretenir un climat de psychose collective permanent et de chercher désespérément à faire le maximum de morts. Quant aux infections qui suivent dans les 15 jours à 3 semaines une injection vaccinale, ils sont les conséquences des anticorps facilitants, autrement dit la vaccination a rendu malade des gens qui étaient en bonne santé, les gens ne meurent pas du virus mais de la vaccination.

Roulette russe.

Ce sont les anticorps facilitants contenus dans les thérapies géniques qui tuent et non le variant Omicron, car elles entraînent des infections plus importantes ou plus graves quand les personnes ont d'autres pathologies.

Manipulations tout azimut. Sadisme et fanatisme.

"Quasiment 10 millions de personnes" sont testées par semaine mais les queues s'allongent, a reconnu M. Attal, indiquant qu'"on (allait) multiplier encore les centres de tests". AFP 9 janvier 2022

Le passe vaccinal, c'est la nouvelle religion de l'Inquisition.

- Instrumentalisation des virus qui sont une des composantes essentielles des organismes biologiques ou vivants, on naît avec, on vit avec depuis toujours...

- Fabrication du consentement et manipulation des consciences. mode d'emploi des GAFAM. Vous êtes malade sans le savoir, vous devez vous en persuader.

- Covid-19 : les signes qui peuvent montrer que vous avez été infectés sans le savoir - Yahoo 10 janvier 2022

LVOG - Comment vous déstabiliser ou faire naître en vous l'idée que vous êtes malade ? Pardi en la stimulant, en la fabriquant si nécessaire.

Yahoo - "Certaines personnes découvrent être positives au coronavirus alors qu'elles ne présentent pas de symptômes".

LVOG - ils attribuent à un virus l'origine de symptômes bénins ponctuant habituellement l'existence des hommes tout au long de leur vie, pour mieux les instrumentaliser ou justifier.....

Yahoo - Fatigue, toux, fièvre, maux de tête sont les principaux symptômes du variant Omicron

LVOG - Comment créer une pandémie de tests...

Yahoo - En cas de doute, seul un test vous permettra de savoir si vous avez été contaminés.

LVOG - Voilà qui fait très sérieux et ne signifie rien du tout, peu importe, l'essentiel c'est d'avoir semé le doute en vous, de vous instiller la peur à partir de laquelle ils contrôlent votre comportement et vous faire adopter des mesures liberticides dont vous serez les uniques victimes ou vous faire culpabiliser si vous ne le respectez pas.

Yahoo - L'œil rose ou la conjonctivite est également évoqué comme un symptôme associé à l'infection au coronavirus. "Mais il n'est pas sûr que l'infection virale elle-même en soit la cause ; la conjonctivite pourrait être liée à une inflammation secondaire", estiment des chercheurs américains qui ont mené une étude sur le sujet et publié leurs résultats dans la revue Cell Reports.

La politique du zéro Covid-19 ouvre la voie à l'instauration d'un régime totalitaire permanent.

Coronavirus en Chine : Les cinq millions d'habitants de la ville d'Anyang placés en quarantaine - 20 Minutes 11 janvier 2022

LVOG - Créer un événement qui n'existe pas par une simple déclaration, une crise sanitaire par exemple.

20 Minutes - La Chine continue d'appliquer des mesures drastiques pour faire face à la crise sanitaire.

- La Chine, qui a largement endigué l'épidémie dès le début de 2020 après l'apparition du virus dans le centre du pays, suit une politique du zéro Covid-19 qui s'appuie sur des mesures radicales dès le dépistage de quelques cas. Cette stratégie est cependant menacée par la flambée constatée à Xi'an, la plus grave en nombre de cas depuis le printemps 2020, et par l'apparition du variant Omicron.

- Située dans la province du Henan, la ville a enregistré 84 contaminations depuis samedi, dont au moins deux cas du variant Omicron 20 Minutes avec AFP 11 janvier 2022

Totalitarisme. Ils appellent cela le retour à "la vie normale".

Au Danemark, le professeur Lars Østergaard, médecin en chef du département des maladies infectieuses de l'hôpital universitaire d'Aarhus, se montre confiant sur le niveau d'immunisation de la population et considère qu'il sera désormais possible de gérer la Covid comme n'importe quelle infection hivernale. FranceSoir 10 janvier 2022

LVOG - "*Comme n'importe quelle infection hivernale*", vraiment, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, pourquoi, parce qu'à partir de maintenant en la gérant à la manière du Covid tous les ans, toute l'année, voilà qui préfigure l'instauration d'un passe permanent, autrement dit un régime soumettant les libertés individuelles et fondamentales au respect de mesures liberticides imposées à la population sous n'importe quel motif et auxquelles placée sous surveillance elle serait contrainte de se soumettre.

Les fachos osent tout ou se lâchent.

Covid-19: Attal juge que le pass vaccinal "est un moyen efficace" d'inciter à la vaccination - BFMTV 9 janvier 2022

Agression d'un député par des anti-passe : « La loi du plus fort c'est le totalitarisme ! », dénonce Marc Fesneau - Publicsenat.fr 10 janvier 2022

Après l'agression dimanche d'un député LREM de Saint-Pierre-et-Miquelon par des manifestants contre le passe vaccinal, le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau, dénonce les pressions physiques que subissent certains élus, et pointe un risque pour la démocratie. Publicsenat.fr 10 janvier 2022

Pass vaccinal : l'opposition est «le pacte germano-soviétique de la désinformation» - Europe1 10 janvier 2022

Dans l'émission "Europe Matin" lundi, le sénateur Claude Malhuret, également médecin, président du groupe les Indépendants, a dénoncé ce qu'il considère être des mensonges prononcés par des personnalités politiques de l'opposition, telles que Florian Philippot ou Jean-Luc Mélenchon. Pour lui, ils sont "le pacte germano-soviétique de la désinformation". Europe1 10 janvier 2022

Des nostalgiques du régime de Vichy sévissent encouragés par Macron.

L'Académie de médecine pour une extension du passe et une "obligation non déguisée" - francesoir.fr 11 janvier 2022

L'académie parisienne, qui n'a qu'un rôle de conseil, affirme ici que la "doctrine du passe vaccinal doit être clairement exposée" et souhaite que ce projet soit étendu aux lieux de loisirs, commerces, transports en commun, et même aux lieux de travail. francesoir.fr 11 janvier 2022

Un médecin interdit l'entrée de la salle d'attente aux non-vaccinés - lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Une photo circulant sur les réseaux sociaux montre une salle d'attente avec des photocopies affichées sur lesquelles il est stipulé : « Les personnes non-vaccinées n'entrent pas en salle d'attente. » Le procédé paraît surréaliste et à la rédaction du 4-4-2 nous pensions à un affichage sauvage.

Donc la rédaction du Média en 4-4-2 a directement appelé le « Scm Cabinet Medical Emagny », dans le Doubs en région Bourgogne-Franche-Comté. Nous posons la question à la secrétaire qui nous confirme la présence des affiches et préfère nous mettre en contact avec le médecin. Ce dernier confirme également l'affichage qui interdit aux non-vaccinés d'entrer dans la salle d'attente.

Le médecin fait valoir qu'il est dans son cabinet et qu'il y fait ce que bon lui semble. Il rétorque : « Je ne vous demande pas ce que vous faites chez vous. » Une fin de non-recevoir qui n'est en rien scientifique ni légale :

« Constitue un refus de soins discriminatoire, au sens de l'article L. 1110-3, toute pratique tendant à empêcher ou dissuader une personne d'accéder à des mesures de prévention ou de soins, par quelque procédé que ce soit et notamment par des obstacles mis à l'accès effectif au professionnel de santé ».

Ce professionnel de santé assume totalement cet affichage et l'interdiction envers une partie de la population française. Il n'est pas le premier médecin à pratiquer la ségrégation. Un autre praticien, de Lons-le-Saulnier, a fait marche arrière sur injonction de l'Ordre des médecins après la plainte d'un malade. La campagne de désinformation sur la transmission du virus par les non-vaccinés laisse des traces. La discrimination s'affiche sans honte et les propos du président de la République offrent un laissez-passer vers la ségrégation. lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Tribune scandaleuse dans le Parisien : Me Protat propose un débat à son confrère Benjamin Fellous - francesoir.fr 10 janvier 2022

La tribune a fait scandale : publiée hier dans le Parisien, et intitulée "La loi doit sanctionner ceux qui refusent le vaccin et transmettent le virus : l'appel d'un médecin et d'un avocat", elle est signée de David Smadja, professeur en hématologie, et Me Benjamin Fellous, avocat au barreau de Paris, qui "militent pour des poursuites judiciaires à l'encontre des non-vaccinés transmettant le virus et de ceux qui colportent des fausses informations sur la pandémie de Covid-19".

Le texte a logiquement suscité un tollé : "une digue a été franchie", ont relevé plusieurs commentateurs, qui soulignent à quel point, en dépit du bon sens et de tous nos principes, l'acharnement contre les non-vaccinés, boucs émissaires du moment, avec la bénédiction délétère du pouvoir en place, se poursuit.

Coronabusiness

Face à Omicron, la HAS autorise l'utilisation du Xevudy, un traitement par anticorps de synthèse - RT 10 janv. 2022

Un nouveau traitement par anticorps de synthèse, le Xevudy du laboratoire britannique GSK, a été approuvé le 7 janvier par la Haute autorité de santé (HAS) qui le juge prometteur contre l'infection par Omicron...

Basé sur la molécule sotrovimab, le Xevudy sera donc, pour l'heure, le seul traitement par anticorps à pouvoir être utilisé après une infection avérée à Omicron. RT 10 janv. 2022

LVOG - Encore une grosse arnaque, le traitement complet ivermectine, azithromycine, zinc et vitamine D coûte en Inde moins de 7 dollars.

The average analyst price target stands at \$94.25 and implies upside potential of 106% to current levels over the next 12 months. Shares have gained 42.1% over the past year. (May 27, 2021 - <https://www.nasdaq.com/articles/glaxosmithkline-vir-biotechnologys-sotrovimab-antibody-cleared-for-emergency-use-in-the-u>)

Johnson & Johnson, Pfizer, Merck, Novartis : qui va gagner le Grand Prix des Ripoux ? - lemediaen442.fr 11 janvier 2022

Dans la catégorie industrie pharmaceutique, qui mérite de remporter la coupe du plus grand ripoux de la planète ? Pfizer est le favori de la France. Depuis ses 75 condamnations et ses 10 193 896 333 \$ d'amendes, il devrait figurer en bonne place. Il a toutes ses chances de remporter la compétition.

Eh bien, malheureusement pour notre favori, Johnson & Johnson fait mieux ! Avec 14 760 947 763 \$ d'amende et 65 condamnations, il gagne haut la main !

Merck n'est pas loin derrière avec 10 467 285 581 \$ d'amende et 81 condamnations

Notre favori Pfizer va-t-il se contenter d'une troisième place sur le podium ? On nous fait signe du studio qu'il y a un coup de théâtre. Pfizer vient d'être condamné à 345 millions d'amende.

Il passe à un total de 10 538 896 333 \$ ce qui lui permet de prendre la deuxième place du podium et de devancer de très peu son rival Merck.

Le tiercé gagnant est dans l'ordre : Johnson & Johnson, Pfizer et Merck

GlaxoSmithKline est loin derrière avec 8 739 033 406 \$ d'amende et 39 condamnations

Eli Lilly ne franchit la ligne d'arrivée qu'avec 2 831 293 176 \$ d'amende et 25 condamnations.

Novartis le talonne avec 2 711 283 570 \$ d'amende et 40 condamnations.

AstraZeneca fait figure d'outsider : malgré ses efforts il se traîne bon dernier avec 1 381 343 497 \$ d'amende et 26 condamnations.

Les vrais gagnants sont Vanguard, BlackRock et State Street

On vous donne le secret des gagnants : plus leurs entraîneurs ajoutent du Vanguard, du BlackRock et du State Street à leur avoine, plus leurs chances d'être bien placés augmentent (voir tableau). AstraZeneca, malgré les efforts de ses entraîneurs, semble le grand oublié des tribunaux américains (car tout ceci est une affaire made in USA). Il lui faut rester patient, l'avenir lui appartient !
lemediaen442.fr 11 janvier 2022

<https://lemediaen442.fr/johnson-johnson-pfizer-merck-novartis-qui-va-gagner-le-grand-prix-des-ripoux/>

POLITIQUE

Ils sont comme les pacifistes en temps de guerre.

En temps de paix les pacifistes sont contre la guerre, et en temps de guerre ils rejoignent les pires va-t-en-guerre, et bien là c'est la même chose, ceux qui hier nous appelaient à défendre la République, maintenant qu'elle est liquidée, ils ont abandonné l'idée d'en défendre les valeurs. Cela ne concerne pas seulement le POI, mais l'ensemble des partis de l'extrême gauche.

Comme c'est bizarre, l'emmerdeur en chef viole une des valeurs qui caractérisent théoriquement la République remettant en cause la citoyenneté des non-vaccinés, l'égalité, et les champions de la défense de ces valeurs républicaines (POI - IO °687) affirment dans un premier temps que c'est "grave" pour aussitôt après minimiser cette attaque ou n'y voir qu'une "provocation délibérée", une de plus, pas de quoi en faire un plat. Surtout pas, cela ne mérite pas qu'on le traite de tyran antirépublicain, ménageons celui qui trône au sommet des institutions de la Ve République, sinon comment le POI pourrait-il justifier sa participation au côté de Mélenchon à la farce électorale d'avril prochain, hein dites-nous, il faut être cohérent...

Guadeloupe: les forces de l'ordre s'attaquent au piquet de grève du CHU, symbole de la mobilisation - francesoir.fr 10 janvier 2022

Les forces de l'ordre ont démantelé lundi le piquet de grève des manifestants contre l'obligation vaccinale, situé depuis plusieurs mois devant le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Pointe-à-Pitre et symbole de la crise qui secoue la Guadeloupe.

"On a mis en œuvre ce qui nous avait été demandé par une grande partie de la population (...) la sanctuarisation du CHU", a expliqué le préfet Alexandre Rochatte sur RCI.

"Nous avons mis en œuvre une décision de justice qui était celle de dégager tous les accès du CHU pour que l'ensemble des personnels soignants mais aussi des malades puissent y avoir accès et qu'il n'y ait plus d'épisode de violence comme ceux que nous avons connus la semaine dernière" au sein de l'établissement, a-t-il poursuivi.

Selon lui, "quatre interpellations pour des violences" contre les forces de l'ordre et deux gendarmes blessés ont été recensés, après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en fin de matinée après le démantèlement du piquet de grève.

La première interpellation, qui aurait mis le feu aux poudres, est celle de "quelqu'un qui a cherché à forcer un barrage", a précisé le préfet. C'est celle "d'un camarade qui voulait rentrer pour aller aux toilettes", selon Elie Domota, leader du collectif LKP opposé à l'obligation vaccinale.

A 3H00 du matin lundi, "la police a débarqué sur le piquet de grève du CHU et ils ont tout écrasé. Quand on est arrivé, on a constaté qu'ils bloquaient les deux entrées du CHU et qu'ils interdisaient à tout manifestant de rentrer. On a bien compris la manœuvre, c'est la privation des droits et des libertés", a déclaré à l'AFP Maïté Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'UGTG, syndicat engagé dans le collectif d'organisation contre l'obligation vaccinale. francesoir.fr 10 janvier 2022

Qu'est devenu le mouvement ouvrier ?

LVOG - Le mouvement ouvrier a viré à l'extrême droite. Nous appelons les enseignants à ne pas participer à cette grève Ils cautionnent toutes les mesures liberticides imposées par Macron, pire, ils en réclament davantage.

Grève des enseignants le 13 janvier contre l'allègement du protocole sanitaire dans les écoles - francesoir.fr 11 janvier 2022

Un appel qui avait été lancé vendredi dernier par deux syndicats majoritaires de l'Éducation nationale (Snuipp-FSU et SE-Unsa). Étonnement, il ne s'agit pas tant de réclamer la paix, ou la liberté, sinon de demander au gouvernement plus de moyens pour plus de sécurité.

Les participants, outre des déclarations plus claires, réclament davantage de sécurité sanitaire :

Le retour à la règle « un cas positif entraîne la fermeture de la classe » ;
L'isolement des cas contacts intrafamiliaux ;
Une politique de tests préventifs hebdomadaires salivaires systématiques ;
Équiper le personnel de masques chirurgicaux et FFP2 pour ceux qui le souhaitent ;
Fournir des autotests aux adultes ;
Équiper les salles de classe et de restauration en capteurs de CO2.

Pour une fois que le gouvernement fait montre d'un peu de souplesse, lui qui est pourtant enclin à l'autoritarisme sanitaire de façon générale, l'on réclame qu'il resserre la vis. Une position qui ne fait pas l'unanimité dans le corps enseignant :

Sécuriser les collèges et lycées ? Protéger les personnels ? Mais enfin, réveillez-vous ! Cessez d'être apeurés à ce point, retrouvez la raison et laissez les considérations sanitaires à ceux dont c'est le métier ! Cette #Greve13Janvier n'a décidément aucun sens !

Le même enseignant en philosophie, toujours sur Twitter, écrit : « La #Greve13Janvier à laquelle appellent presque tous les syndicats de l'EN participe à la psychose collective autant qu'elle en est le produit. Des enseignants triplement vaccinés demandent à être mieux protégés contre une maladie qu'ils n'ont aucune raison de craindre. Sans moi. » francesoir.fr 11 janvier 2022

Commentaires d'internautes.

1 - Les syndicats collabos de Big Pharma, il avait aussi dans l'époque de Vichy, voilà l'aile gauche de Macron prêt à soutenir ces mesures stupides qui n'ont aucune base scientifique, ces enseignants ils n'ont rien à foutre des dégâts aux enfants à cause des masques, etc.

2 - Quand je vois tous ces enfants à qui le pouvoir indigeste, sur les conseils de pseudo-scientifiques, a fait porter un masque dans et hors de l'école, je suis scandalisé ! C'est de la torture, ni plus, ni moins ! C'est pénalement condamnable, comme pour ces personnes qui maltraitent les enfants et qui passent en justice avec raison. Les parents et les enseignants devraient se lever sur ce point, si ce n'est déjà fait.

3 - Pitoyable est effectivement le mot. Enseignant à la retraite depuis plus de 12 ans, quand j'ai appris qu'une grève était annoncée j'ai pensé naïvement que c'était pour exiger un retour à la normale à l'école. Et d'abord des enfants sans muselière, même si parfois enrhumés, oui, comme tous les hivers ! Et au lieu de cela on demande de refermer des classes et d'avoir des masques FFP2!

Le mouvement ouvrier a viré au corporatisme. Ce sera sans nous.

Les personnels hospitaliers dans la rue pour exiger "des moyens" pour l'hôpital - francesoir.fr 11 janvier 2022

Des personnels hospitaliers sont descendus dans la rue dans toute la France mardi pour réclamer des hausses de salaires, mais aussi "des moyens" et des "postes" pour l'hôpital public lessivé par les vagues successives de Covid-19 et l'arrêt des fermetures de lits, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre d'une journée de mobilisation nationale à l'appel des syndicats CGT, SUD et CFE-CGC et de plusieurs collectifs de soignants (Inter-Hôpitaux, Inter-Urgences, Inter-Blocs, Printemps de la psychiatrie...).

Commentaire d'un internaute.

- J'aurais bien aimé les voir descendre ainsi dans la rue au lendemain du 12 juillet.

Le mouvement ouvrier a viré au corporatisme.

LVOG - Grève contre la hausse des tarifs de l'électricité ? Vous rêvez ! Ce sera sans nous.

Appel à la grève de la CGT chez EDF et dans l'énergie - francesoir.fr 10 janvier 2022

La CGT a lancé un appel à la grève reconductible dans le secteur de l'énergie, qui inclut EDF, à compter du 25 janvier prochain, afin d'obtenir une revalorisation des salaires et pensions dans ce secteur, a annoncé lundi la FNME-CGT dans un communiqué. francesoir.fr 10 janvier 2022

ARGUMENTS ET TÉMOIGNAGES POUR RÉSISTER A LA TYRANNIE.

Un emmerdeur lapidé.

Saint-Pierre-et-Miquelon: un député LaREM agressé lors d'une manifestation anti-pass sanitaire - BFMTV 9 janvier 2022

L'élu aurait reçu de nombreux projectiles au visage suivis par des jets de pierre. BFMTV 9 janvier 2022

Appel à la mobilisation des philosophes et sociologues Par Karen Brandin - Mondialisation.ca, 10 janvier 2022

<https://www.mondialisation.ca/appele-a-la-mobilisation-des-philosophes-et-sociologues/5664020>

A trop en faire, leur édifice se fissure de partout à défaut de s'effondrer...

Une préparatrice en pharmacie dénonce la maltraitance : « Les enfants pleurent, se débattent et hurlent à la mort ! » - lemediaen442.fr 12 janvier 2022

Voici le témoignage sur Instagram d'une préparatrice en pharmacie qui doit endosser la blouse de la torture sur ordre du gouvernement Macron. La folie pousse les parents à maltraiter leurs enfants pour pouvoir aller travailler. Un chaos bien organisé afin de pousser à bout la population, malléable à souhait. La preuve avec ce témoignage.

Je suis préparatrice en pharmacie. Et aujourd'hui rien ne va plus. Les protocoles sanitaires changent en permanence. Les patients sont perdus, et nous aussi. Les patients sont fatigués, anxieux, en colère, énervés, et moi aussi. On ne peut pas tout faire. On ne peut pas tester une école entière à 19 heures parce qu'il y a un cas positif dans toutes les classes.

Je suis devenue celle qui fait pleurer les enfants pour les tester coûte que coûte. Les enfants pleurent, se débattent, hurlent à la mort, sont maintenus de force par leur parents, eux aussi, à bout. Parfois je refuse de tester un enfant dans ces conditions, et c'est alors que le parent me supplie en pleurant de tester et d'infliger cette souffrance à son enfant, sinon il ne pourra pas retourner à l'école et le parent doit travailler, donc l'enfant doit aller à l'école le lendemain.

Parfois l'enfant est positif, et je vois alors des parents paniquer, pleurer, gronder punir et menacer l'enfant qui « n'a pas fait assez attention à l'école ». Parfois, je dois refuser de tester, parce que je n'ai pas le temps. Parfois je me fais assaillir, insulter des tous les noms, l'impression d'être jetée en pâture aux loups, parce que je dis non. Les patients ne comprennent pas ce non, ben oui partout les politiques disent d'aller en pharmacie se faire tester !

Alors, quand je sors du travail, je pleure. Je pleure d'être celle qui martyrise les enfants, celle qui fait pleurer les enfants et leurs parents, celle qui doit tester de force des dizaines d'enfants à la sortie de l'école. Ces enfants qui n'ont rien demandé à personne. Et parfois les parents me disent : elle va être enfermée dans sa chambre pendant une semaine, les repas seront servis sur un plateau qu'on posera devant sa porte, pas de câlin, pas de bisou jusqu'à qu'elle puisse sortir de l'isolement.
lemediaen442.fr 12 janvier 2022

Vincent Trémolet du Figaro : « Les non-vaccinés sont les boucs émissaires d'un chaos organisé par le gouvernement » - lemediaen442.fr 12 janvier 2022

Plus le temps passe, plus les voix s'élèvent contre un danger qui s'approche, contre cette folie qui fait craindre le pire. Invité sur LCI le 5 janvier 2022, Vincent Trémolet, directeur adjoint de la rédaction du Figaro, revient sur les propos du président, ainsi que ceux de Gabriel Attal. Le journaliste dénonce avec force les attaques dangereuses du gouvernement contre les non-vaccinés, les utilisant comme des boucs émissaires afin de justifier le chaos.

« Nous avons devant nous ce que René Girard appelait la théorie du Bouc émissaire. C'est-à-dire, nous sommes dans une situation critique, tout le monde n'en peut plus et on va désigner quelqu'un pour dire qu'il est coupable de tous les maux. Les mots de Gabriel Attal sont scandaleux. Ce ne sont pas les non-vaccinés qui ont inventé le covid, ce ne sont pas eux qui n'ont pas fait de politique de l'hôpital. Cela devient délirant. Pour que le gouvernement ne soit coupable de rien, pour qu'il n'y ait aucun problème dans ce qu'ils ont fait, tout doit être mis sur dix pour cent de la population et on utilise la colère des gens contre cette population.[...] Si on voulait créer des manifestations et un petit chaos pour montrer que le chef de l'État veut protéger le citoyen de ce chaos, on s'y prendrait pas autrement. » lemediaen442.fr 12 janvier 2022

<https://lemediaen442.fr/vincent-tremolet-du-figaro-les-non-vaccines-sont-les-boucs-emissaires-dun-chaos-organise-par-le-gouvernement/>

Alexandre Jardin sur le pass vaccinal : « On a pété les plombs ! La vraie folie c'est de normaliser la folie » - lemediaen442.fr 10 janvier 2022

Invité sur Sud Radio au côté du Dr Gérard Kierzek, Alexandre Jardin répond à cette question : Quel regard portez-vous sur ce dispositif — le passe vaccinal ? Est-ce une entorse aux libertés ? Est-ce que vous craignez que cela divise la société française ?

La réponse de bon sens de l'écrivain Alexandre Jardin est sans appel : « C'est impossible de vivre comme ça ! On a pété les plombs ! Le fait même de l'envisager, ça relève du délire. [...] La vraie folie c'est de normaliser la folie. La vraie folie c'est de normaliser des comportements complètement déments. Tout à coup on a un conseil d'État qui valide n'importe quoi et le Conseil constitutionnel est aux abonnés absents. On finit par se poser des questions qu'on ne devrait même pas se poser. La liberté de chacun, d'aller et venir n'est pas négociable. Ou alors, pour quoi vit-on ? » lemediaen442.fr 10 janvier 2022

<https://lemediaen442.fr/alexandre-jardin-sur-le-pass-vaccinal-on-a-pete-les-plombs-la-vraie-folie-cest-de-normaliser-la-folie/>

Les piquousés sont des cobayes.

Vaccinez-vous avec Novavax... toujours en phase expérimentale ! - lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Le « vaccin » Nuvaxovid contre le coronavirus, de la biotech américaine Novavax, est le cinquième autorisé en Europe (provisoirement, en attente de la fin de la phase III des essais). Il faut croire que les autres n'ont pas suffi aux Européens. A part Pfizer qui est encore injecté en Europe, AstraZeneca, Janssen et Moderna sont distribués aux pays pauvres, via Covax, l'aide humanitaire à la Bill Gates. Fait étrange, ils ne fonctionnent que dans les pays pauvres. À moins que ce soit un moyen de se débarrasser de vaccins périmés. Ainsi, le 22 décembre 2021, le Nigeria a-t-il détruit, 1,06 million de doses d'AstraZeneca envoyées par l'Europe via Covax. Le gouvernement français, lui, a proposé aux Antilles en colère les vaccins sans ARNm AstraZeneca et Janssen dont ni la métropole ni l'Europe ne veulent. Le Nuvaxovid a été développé contre Delta. Sera-t-il efficace contre Omicron ? Inch Allah !

« Puisse-t-il être un solide encouragement pour les non-vaccinés ou ceux qui n'ont pas fait leur rappel ! » déclare Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. On peut lui faire confiance. Son mari est directeur d'Orgenesis, qui a comme principaux actionnaires Vanguard et BlackRock... comme Pfizer. Son fils est passé par McKinsey (qui a par pur hasard accumulé les contrats juteux avec la Commission européenne).

La promo du vaccin est faite par BlackRock et Vanguard

Novavax, Inc. est une société pharmaceutique américaine spécialisée dans les vaccins. Qui est son plus gros actionnaire ? Vous l'aurez deviné, c'est Vanguard, suivi de... BlackRock, bien évidemment. BlackRock est le premier actionnaire de RELX (qui publie le Lancet, le journal qui a accepté l'étude bidon qui discréditait le traitement du Pr Raoult — avant de la retirer sous le tollé des scientifiques). Il se trouve que BlackRock est également le deuxième actionnaire de Pfizer, de Johnson & Johnson et de Merck MSD, juste derrière Vanguard. On comprend pourquoi The Lancet a failli à sa réputation de sérieux.

La CEPI paie la recherche

Le développement du vaccin Novavax contre le Covid-19 a été réalisé avec l'appui financier de la CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations) déjà impliquée dans l'élaboration des vaccins de Moderna et AstraZeneca. La CEPI a été fondée en 2017 au Forum économique mondial de Davos par les gouvernements de Norvège et d'Inde, la Fondation Bill & Melinda Gates et Wellcome. La CEPI a été dotée d'un fonds de 460 millions de dollars américains. En 2019, l'Union européenne s'associe à la coalition, suivie du Royaume-Uni en 2020.

Wellcome Trust est la deuxième plus riche fondation — tout aussi « philanthropique » — après la Fondation Bill et Melinda Gates. Elle a été fondée par le magnat de la pharmacie Henry Wellcome. En 1995, ses dernières actions ont été vendues à Glaxo, rival de Wellcome, devenu GlaxoWellcome.

Des vaccins achetés avant autorisation

En août 2020, Novavax prépare un vaccin contre la Covid-19, le NVX-CoV2373 et reçoit une précommande de 100 millions de doses du gouvernement américain, pour 1,6 milliard de dollars. La Commission européenne signe également un contrat d'achat anticipé de 100 millions de doses, « avec une option pour 100 millions d'unités supplémentaires, en 2021, 2022 et 2023 ». Des faits qui font mentir le slogan de Novavax : créer aujourd'hui les vaccins de demain (creating tomorrow's vaccines today). Il faudrait plutôt traduire : créer demain les vaccins d'aujourd'hui, puisque le produit est vendu et utilisé avant d'être définitivement élaboré.

L'Europe donne sa bénédiction à Vanguard et BlackRock

Après avoir commandé des doses de Nuvaxovid, l'Agence européenne des médicaments et la Commission européenne ont lui ont accordé une autorisation de mise sur le marché conditionnelle, le 20 décembre 2021. Ce « vaccin » contre le SARS-CoV-2 est toujours en phase expérimentale.

Un vaccin très utile... à Novavax

Novavax était au bord du gouffre en janvier 2020. Heureusement, début août 2020, le contrat anticipé avec l'Europe et les USA vient doper le cours des actions (graphique gauche). L'autorisation conditionnelle de mise sur le marché le 20 décembre 2021 impulse une remontée en flèche (graphique droit).

Conclusion : le traitement à l'hydroxychloroquine est déclaré dangereux par une bande d'escrocs internationalement reconnus comme tels par les scientifiques, mais gouvernements et médias continuent à suivre leur avis : il n'existerait pas de traitement contre le SARS-CoV-2. Place aux vaccins ! Même s'ils sont en cours d'expérimentation, puisque ça marche ! Enfin, les affaires marchent. Quant au vaccin... lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Réagissant à l'affaire Djokovic, le champion du monde de surf Kelly Slater dénonce la mort de 5 proches suite à l'injection - lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Les langues se délient ! Exempté de vaccination, « Novak Djokovic participera à l'Open d'Australie et est en route pour l'Australie. Djokovic a demandé une exemption médicale qui a été accordée... », avait écrit la Fédération australienne de tennis. Pourtant, depuis le 6 janvier, le numéro 1 mondial est à l'isolement dans un hôtel de Melbourne. Il est suspecté de ne pas remplir les obligations sanitaires exigées pour entrer dans le pays.

Il semble que Scott Morrison, Premier ministre australien, a reçu les mêmes consignes que Macron : emmerder les non-vaccinés. Une affaire qui prend des airs d'incident diplomatique. Le président serbe Aleksandar Vucic — qui accuse l'Australie de harcèlement — s'est entretenu avec le joueur. Il a déclaré sur Instagram : « Je viens de terminer une conversation téléphonique avec Novak Djokovic. J'ai dit à notre Novak que toute la Serbie était avec lui et que nos autorités prenaient toutes les mesures pour arrêter le harcèlement du meilleur joueur de tennis du monde dans les plus brefs délais. Conformément à toutes les normes du droit international public, la Serbie se battra pour Novak Djokovic, pour la justice et la vérité. Soit dit en passant, Novak est fort, comme nous le connaissons tous. »

Novak Djokovic peut compter sur un soutien de taille avec le surfeur professionnel Kelly Slater, champion du monde à onze reprises. L'homme au plus gros palmarès de toute l'histoire du surf répondait sur Instagram sous la publication du New York Times concernant l'affaire Novak

Djokovic : « Peut-être que le syndrome de Stockholm peut être renommé syndrome de Melbourne. C'est très triste de voir comment les vaccinés "vertueux" célèbrent la division. Si vous êtes vacciné, pourquoi vous souciez-vous du statut vaccinal des autres ? Le vaccin ne vous protège pas ? Peut-être avez-vous peur d'attraper le covid ou êtes-vous en colère de vous être vacciné ? Trop de lavage de cerveau et de haine dans le cœur des gens concernant la vaccination. »

Kelly Slater va beaucoup plus loin puisqu'il assure que « cinq connaissances sont décédées dans les deux semaines après l'injection du vaccin, deux ont été autopsiées et les familles en sont convaincues, mais les médecins disent que c'est pure coïncidence ». « J'ai le droit de remettre en question tout ce qui est relatif à mon corps, surtout avec quelque chose qui a touché plusieurs amis et qui en a même tué certains. » Message de Kelly Slater sur Instagram

Une chose est certaine, face à l'attaque directe contre Novak Djokovic, une fronde s'organise, les esprits s'échauffent, le ras le bol devient insupportable. La colère bouillonne contre les mesures sanitaires que les peuples trouvent de plus en plus stupides et dictatoriales concernant un virus qui tue essentiellement les plus de 79 ans. lemediaen442.fr 9 janvier 2022

Novak Djokovic remporte la bataille judiciaire, libre de jouer, le gouvernement australien condamné - lemediaen442.fr 10 janvier 2022

Le juge Anthony Kelly a rejeté l'annulation du visa de M. Djokovic, ordonné qu'il soit libéré et que son passeport lui soit rendu sur-le-champ. Un coup droit dans les gencives du Premier ministre australien Scott Morrison après avoir fièrement annoncé sur son compte Twitter :

« Le visa de M. Djokovic a été annulé. Les règles sont les règles, surtout quand il s'agit de nos frontières. » La balle de match est d'autant plus fatal et humiliante que le gouvernement fédéral australien doit payer les frais de justice du numéro 1 mondial.

Dans ce pays, les non-vaccinés sont traqués, les restrictions sont surréalistes, démesurées :

Amende de 5 000 \$ australiens (3 700 \$ US) et interdiction se rendre sur son lieu de travail.

Masque obligatoire à la plage !

Devant les maisons des panneaux pour avertir la population des cas covid.

Une chasse à l'homme contre Anthony Karam, testé positif au covid-19 et qui a eu le malheur de sortir.

Le sénateur Alex Antic, opposé à la vaccination, est détenu abusivement en quarantaine.

...etc.

Cette victoire du tennisman Novak Djokovic — non vacciné — fait entrer un vent de liberté dans cette dictature sanitaire qui ne dit pas son nom. Une victoire qui fissure un peu plus le pouvoir planétaire des mondialistes. lemediaen442.fr 10 janvier 2022

Les thérapies géniques expérimentales tuent partout dans le monde.

Worldwide Bayesian Causal Impact Analysis of Vaccine Administration on Deaths and Cases Associated with COVID-19: A BigData Analysis of 145 Countries

<https://drive.google.com/file/d/1DLIRa9rUqvW9pG1vNEsWMEydWwsmSMbe/view>

Parole d'internaute

- Est ce de la bêtise crasse, du sadisme gratuit ou des meurtres prémédités:

D'avoir financé via le racket fiscal le labo de Wuhan qui a servi à rendre mortel pour les humains un virus animal, contre l'avis de nombreux experts français.

D'interdire juste avant l'épidémie des médicaments en vente libre pendant des décennies, arrêté des tests cliniques aveuglé en faisant confiance, tête baissée, à une méta-analyse bidon publiée dans le Lancet par une prostituée et un auteur de science-fiction, en interdisant de les reprendre alors que l'hydroxychloroquine est jugée efficace dans de nombreux pays.

De détruire des millions de masques et d'envoyer les soignants sans protection au casse pipe, alors que de nombreux services d'état avaient des stocks ainsi que des masques industriels FP3, tout en réservant le droit exclusif d'importer des masques à une bureaucratie totalement inefficace.

Ce manque de protection au niveau des soignants a propagé l'épidémie dans le pays.

De fermer des milliers de lits d'hôpitaux pendant l'épidémie.

De n'avoir jamais mis en place un filtrage et encore moins une quarantaine efficace à l'arrivée des voyageurs dans le pays.

D'avoir tout mis en œuvre pour sanctionner les médecins qui soignent leurs patients avec la pharmacopée habituelle, pour imposer le doliprane suivi du rivotril afin d'euthanasier les malades. Interdire des médicaments (hydroxychloroquine, ivermectine, antibiotiques, clofoctol...) en soins précoces pouvant être efficaces pour ne pas faire concurrence aux vaccins.

D'avoir institué un pass sanitaire puis vaccinal qui est un permis de contaminer librement à tout va, puisque l'on sait depuis le début que ces vaccins ne bloquent pas la transmission, et dans le même temps emmerder ceux qui ont un test négatif. Avec le pass vaccinal, un vacciné testé positif peut prendre le train, mais pas un non-vacciné testé négatif.

D'avoir tout misé sur les vaccins qui sont trop sélectifs (Pr Éric Caumes: "Clairement ce n'est pas un très bon vaccin. Surtout il est éphémère, ce n'est pas une durée de protection qui est en année ni en mois") et qui ne protègent partiellement que sur la famille des coronavirus de Wuhan, sans compter les milliers de décès par thromboses, cancers aggravés et désordres neurologiques et probablement par dizaines de milliers dans les années à venir. De continuer dans cette voie alors que l'on voit systématiquement une flambée épidémique lors des vaccinations, et ce dans tous les pays. Désormais avec le variant omicron, l'efficacité des vaccins est négative (Danemark, Allemagne, UK), le virus infecte les vaccinés deux doses dix fois plus facilement que les non vaccinés, d'où l'urgence de booster les vaccinés sans fin tous les trois mois pour remonter leur

protection. Avec une efficacité décroissante des boosters, ce qui laissera la population totalement sans défense d'ici quelques mois (voir l'exemple d'Israël qui doute de l'efficacité de la quatrième dose et qui ne maîtrise plus rien).

La vague omicron a été importée par des 100% vaccinés deux doses ou trois doses, puisqu'ils sont les seuls à pouvoir voyager par avion. On persiste dans l'erreur à considérer les vaccinés comme étant une protection contre la propagation de l'épidémie. Le passe vaccinal est une connerie bureaucratique pur jus pondue par des neuneus incompetents, arrogants et sadiques. Résultat une méga vague omicron due à l'importation depuis des mois de variants par les vaccinés. En prime l'emmerdeur en chef est fier de son œuvre, il doit vraiment avoir de la merde dans les yeux pour ne pas voir la réalité. Tant que l'on sera dirigé par des charlots l'épidémie n'est pas prêt de s'arrêter.

Tous les kapos docteurs, journalopes, politiques en tout genre qui se croient aujourd'hui intouchables, ils vont bientôt perdre leur protection. Vous serez tôt ou tard jugés pour crimes contre l'humanité en bande organisée, vous êtes la pourriture de la société et vous méritez, comme les nazis, amplement votre prochaine exécution par injection de rivotril comme ceux que vous avez assassinés.

Le virus ne vous tue pas, pas de problème, ils ont inventé mieux.

Covid et spike syndrome : à ne pas confondre ! Par Jamila Buret (nouveau-monde.ca) - Mondialisation.ca, 11 janvier 2022

Un précédent article avait pour titre : « En faisant produire la protéine spike par les cellules, vacciner revient à inoculer la maladie ».

Le présent article a pour but de préciser la « maladie » qui est inoculée.

« Malgré un taux de vaccination élevé, la Corée du Sud enregistre la pire épidémie de Covid depuis le début de la pandémie. »

« On remarque une forte proportion de personnes vaccinées parmi les malades du Covid hospitalisés ou en soins intensifs. »

« Les risques de contamination sont plus élevés chez les vaccinés que chez les non-vaccinés ».

Ces constats d'une recrudescence de l'épidémie reviennent de plus en plus, surtout dans les pays à forte couverture vaccinale.

Première réaction logique : les vaccins anti Covid ne protègent pas de l'infection au virus SARS-CoV-2 ni des formes graves. Et cette inefficacité augmente avec le nombre de doses injectées ainsi qu'avec chaque nouveau variant ! Alors, à quoi servent ces vaccins ?

Deuxième réaction : celle des spécialistes qui cherchent des explications.

La première explication possible est la facilitation de l'infection par les anticorps ou ADE (antibody dependent enhancement), que l'on appelle aussi « maladie aggravée par la vaccination » (vaccine-associated enhanced disease), qui s'applique à tous les coronavirus. Au lieu de protéger de la maladie en cas de contact avec le virus, le vaccin facilite l'infection !

Une autre possibilité concerne les problèmes d'immunodéficience : plus de 140 études publiées à ce jour montrent que la protéine Spike provoque une perturbation et un dérèglement majeurs du système immunitaire de l'hôte humain.

Une troisième explication consisterait à remettre en cause le diagnostic de Covid (maladie due à l'infection par le coronavirus SARS-CoV-2) chez une partie des personnes vaccinées. On aurait tendance à mettre l'étiquette « Covid » sur des symptômes qui ne sont pas dus à une infection par le SARS-CoV-2, mais à un effet indésirable du vaccin, lié à la toxicité de la protéine spike.

Cet article est un essai de démonstration de cette dernière hypothèse.

Rappelons que le diagnostic du Covid est basé essentiellement sur le test PCR.

1 Diagnostic du Covid

En Fac de médecine, les étudiants apprennent que chaque maladie est caractérisée par son tableau clinique : l'ensemble des symptômes de cette maladie. Et les médecins ont toujours diagnostiqué la maladie lors d'une consultation, par l'examen des symptômes présentés par le patient ; ils ne font éventuellement appel à des tests, analyses, IRM, etc., que pour confirmer et/ou préciser le diagnostic.

Dans le cas du Covid, on s'est focalisé sur les seuls tests PCR pour diagnostiquer la maladie et l'on a assimilé « cas positif » à malade, même en l'absence de symptômes ; alors qu'un vrai malade présente des signes cliniques (fièvre, toux, migraine...).

Cette pseudo-pandémie a introduit plusieurs concepts nouveaux en médecine, comme le « cas positif » ou simplement « cas », et grâce à la propagande des médias mainstream, l'immense majorité du public confond désormais « cas » et malade. Ce qui est une aberration ! Répétons-le encore une fois : un malade, pour n'importe quelle maladie, présente des symptômes de cette maladie !

Autres nouveaux concepts : « cas asymptomatique », « cas contact », « cluster ».

Le choix de caractériser l'épidémie par le nombre de cas a permis d'en amplifier la gravité, alors que, traditionnellement, les épidémiologistes se sont toujours référés à la mortalité.

Tests PCR

« Le test PCR est un processus. Il ne vous dit pas que vous êtes malade ».

DrKaryMullis, lauréat du prix Nobel et inventeur de la RT-PCR, décédé en août 2019.

La RT-PCR est une technique d'amplification de matériel génétique nécessaire dans des recherches en laboratoire. Son inventeur, à plusieurs reprises, a insisté pour dire qu'elle ne pouvait en aucun cas être utilisée pour le diagnostic de maladies virales.

De plus, les tests PCR utilisés pour détecter les « cas positifs » ont été imposés à la population dans des conditions techniques discutables : absence de standardisation, nombre de cycles d'amplification trop élevé (40 à 50), responsable d'un très grand nombre de faux positifs, manque de spécificité.

Ainsi, plus on réalisait de tests, plus on augmentait le nombre de cas positifs, au point que l'on a pu parler « d'épidémie de cas ». Et c'est sur ce nombre de cas, anormalement élevé, et sans aucune signification quant à l'ampleur de l'épidémie (puisque un cas n'est pas un malade), que se sont basées toutes les prédictions menaçantes de « nième vague », d'hécatombe annoncée, justifiant des mesures restrictives et liberticides de plus en plus sévères.

Et cela continue avec le variant omicron, qui, bien que très contagieux est très peu létal.

Cependant, en juillet 2021, une véritable bombe (passée inaperçue) a éclaté : le CDC américain ne reconnaît plus le test PCR comme une méthode valide pour détecter les « cas confirmés de Covid » !

Et à partir du 1er janvier 2022, il doit retirer sa demande à la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis, d'autorisation d'utilisation d'urgence (EUA) du panel de diagnostic RT-PCR, introduit en février 2020.

Le CDC reconnaît que le test PCR n'est pas spécifique : « les résultats positifs du test PCR n'excluent pas une infection bactérienne ou une co-infection par d'autres virus ». Ce test ne peut donc pas identifier le SARS-CoV-2 et ses variants ; pas plus qu'il ne peut faire la différence entre ce virus et ceux de la grippe ou du rhume.

Mais cette décision du CDC n'a pas été diffusée dans les médias et les cas positifs détectés par PCR continuent à être systématiquement classés dans la catégorie « cas confirmés du variant Covid-19 Omicron », même si l'on est en pleine période de grippe et de rhume.

Ainsi, la pseudo-pandémie de Covid a été basée sur des tests défectueux et non valides. Plusieurs milliards de personnes, dans plus de 190 pays, ont été testées, et les 260 millions de « cas positifs », détectés et présentés comme des cas confirmés de Covid, n'ont plus aucun sens au vu de la déclaration du CDC.

Sans parler du coût prohibitif de tous ces tests.

2 Toxicité de la protéine spike

Depuis le début de la pandémie, de nombreux chercheurs se sont intéressés à la protéine spike de surface du virus SARS-CoV-2 et ils ont découvert que cette protéine est un facteur de virulence essentiel du virus. Or, c'est justement cette protéine qui a été choisie comme antigène dans les vaccins à ARNm ou à ADN.

Ainsi, le vaccin anti-Covid est une injection de milliers de milliards de paquets ARNm qui transforment le corps du vacciné en une « usine de production » de protéines spike. Et cela concerne des millions de personnes vaccinées. Il est donc essentiel de comprendre les effets biologiques de cette protéine, à court, moyen et long termes.

Les résultats de centaines d'études montrent que ses nombreuses potentialités toxiques sont autonomes de la présence du virus SARS-CoV-2 et peuvent reproduire des manifestations cliniques de la maladie Covid (processus inflammatoires, thromboses, dysfonctionnements pulmonaires, neurologiques, cardiovasculaires, hépatiques, intestinaux, rénaux, ORL, cutanés, conjonctivaux).

Et de nouveaux effets pathogènes de la protéine spike continuent d'être découverts : déclenchements d'auto-anticorps ACE2 (maladies microvasculaires systémiques) ; problèmes de réparation de l'ADN ; affinité pour des protéines anti cancéreuses ; problèmes d'immunodéficience.

<https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/sars-cov2-alertes-sur-les-potentialites-toxiques-de-la-proteine-spike>

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/la-proteine-de-pointe-du-nouveau-coronavirus-joue-un-role-cle>

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/arn-vaccinaux-de-pfizer-producteurs-de-proteines-spikes>

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/pourquoi-la-proteine-spike-est-toxique-dans-le-Covid-19-et-aussi-dans-les-vaccins>

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/nous-ne-sommes-pas-anti-vax-nous-sommes-anti-spike>

En résumé, le problème des vaccins anti-Covid à ARNm ou à ADN est que la protéine spike qu'ils font fabriquer par les cellules a la même toxicité que la protéine spike du SARS-CoV-2.

De plus, avec la deuxième, la troisième, la nième injection, c'est à chaque fois un nouveau boost de protéine spike qui est produit, alors même que les anticorps et l'organisme sont en train de travailler à son élimination. Cela revient à jeter de l'huile sur le feu ! Et c'est totalement inutile contre les nouveaux variants, car c'est justement la protéine spike qui subit les mutations à chaque fois.

3 Effets indésirables des vaccins

La similitude entre les symptômes du Covid et les effets indésirables des vaccins a été relevée par de nombreux médecins qui se sont arrêtés à ce constat.

Mais on peut aller plus loin et, au vu de la toxicité de la protéine spike seule, au vu de la non-spécificité et du manque de fiabilité des tests PCR, on peut déduire qu'une partie des personnes vaccinées, apparemment malades du Covid, ne sont pas infectées par le virus SARS-CoV-2.

Elles présentent en fait les symptômes de ce que l'on pourrait appeler le « spike syndrome » qui est un effet indésirable des vaccins dû aux effets pathogènes de la protéine spike.

En d'autres termes, en l'absence d'infection par le virus ou par un de ses variants, une personne vaccinée peut présenter un tableau clinique de la maladie Covid, assorti d'un test positif, alors qu'il s'agit d'un effet indésirable du vaccin, ce que l'on pourrait appeler un « Covid vaccinal » ou « spike syndrome ».

Dans ce cas, il ne s'agit pas d'un manque d'efficacité du vaccin par rapport à l'infection, mais d'une maladie induite par le vaccin et que l'on confond avec le Covid.

La recrudescence de l'épidémie dans les pays à forte couverture vaccinale n'est donc vraie qu'en partie. En réalité, il s'agit aussi d'effets indésirables des vaccins apparaissant comme une maladie Covid.

Est-il possible de différencier les deux maladies ? Certainement pas avec les tests PCR qui ne sont pas spécifiques et doivent probablement aussi détecter la protéine spike seule. Cependant, le CDC a proposé aux laboratoires l'adoption d'une méthode multiplexée afin de différencier le SARS-CoV-2 du virus de la grippe.

Conclusion

Le choix de la protéine spike comme antigène dans les vaccins anti-Covid a été le pire choix possible, au point que l'on peut se demander si c'est une simple coïncidence...

D'abord, comme nous l'avons vu, en raison des nombreux effets pathogènes de cette protéine.

Ensuite, à cause de la réponse immunitaire du corps : seuls des anticorps anti-spike sont fabriqués après vaccination, alors que c'est justement sur la protéine spike que les mutations des différents variants se sont faites. D'où l'inefficacité des vaccins pour ces variants. Alors que dans une infection naturelle, le corps réagit contre plusieurs protéines du virus et produit les anticorps correspondants.

Quant à la recrudescence annoncée de la pandémie, des réserves sérieuses doivent être faites, à cause de la non-fiabilité des tests PCR, mais aussi à cause du spike syndrome que l'on confond avec l'infection au virus.

L'étiquette « Covid » est finalement bien commode pour masquer et maquiller une maladie vaccinale en infection virale ; pour « blanchir » certains effets indésirables des vaccins anti Covid !

Un exemple récent vient conforter cette hypothèse ; il s'agit d'une information diffusée le 31/12/2021 :

« 2/3 des 25 membres de la station polaire belge sont testés positifs au Covid, après 17 semaines de confinement, bien que complètement vaccinés, testés au test PCR avant leur arrivée, et vivant à des milliers de kilomètres du monde civilisé ».

En fait, chaque fois qu'une personne vaccinée est déclarée malade du Covid, après un test PCR positif et avec ou sans symptômes, il faudrait remettre en cause ce diagnostic : est-elle vraiment infectée par le virus ou bien est-ce plutôt un effet indésirable du vaccin, le « 'spike syndrome » ?

De plus, avec la multiplication des doses injectées, on relance à chaque fois le processus de production de protéine spike, augmentant du même coup les risques d'effets secondaires. Actuellement, les personnes vaccinées triple dose sont les plus atteintes (par le nouveau variant omicron ??).

Va-t-on, à chaque nouvelle dose injectée, inventer un nouveau variant plus « méchant » que les précédents pour expliquer la recrudescence des effets indésirables ??

Quant à la propagation de protéines spike par les vaccinés, des études doivent encore être réalisées pour préciser cet aspect de la vaccination.

Jamila Buret est scientifique, docteure en physique, professeure universitaire à la retraite. Mondialisation.ca, 11 janvier 2022

La construction sociale du bouc émissaire

Les idées dans l'air du temps: du bouc émissaire à la révolution conservatrice? Par Karine Collette (reinfocovid.ca) - Mondialisation.ca, 10 janvier 2022

La construction sociale du bouc émissaire

Au moyen-âge, le tort reproché au bouc émissaire était de contrecarrer l'ordre naturel des choses, ce qui justifiait la ségrégation des lépreux ou l'exécution des sorcières. Aujourd'hui, chez nous, plusieurs voix politiques et journalistiques disséminent un discours accusant une présumée communauté d'anti-vax d'être la cause de la propagation du variant Omicron, autrement-dit, d'être à l'origine de l'échec de la politique sanitaire. Et c'est là que le bât blesse : si la mise à mort sociale des non-vaccinés peut procurer un effet instantané de soulagement, de catharsis éphémère, l'illusion du purgatoire salvateur par la condamnation des non-vaccinés ne ressuscitera pas les services dans les hôpitaux publics, n'enrayera pas la contagion d'Omicron et suites, n'installera pas des purificateurs d'air dans les écoles, pas plus qu'elle ne mettra fin à l'état d'urgence. Elle permet tout au plus de dissimuler temporairement l'échec de la politique sanitaire gouvernementale par une distraction qui transfère le blâme hors des rangs gouvernementaux.

On dépeint les non-vaccinés comme des ennemis de l'intérieur, des traitres sociopolitiques auxquels on doit opposer un traitement punitif et ségrégationniste. En plus des interdictions liées au passeport sanitaire en cours, le gouvernement fédéral annonce leur exclusion de l'assurance emploi et la rumeur accusatrice réclame de « serrer [davantage] la vis », d'imposer la vaccination, un confinement ciblé et d'autres pénalités encore : de l'impôt supplémentaire à la facturation des soins, en passant par l'interdiction au travail, à la SAQ, etc. Bref, une infantilisation punitive sur le mode du chantage et de la sanction sociale.

Dans le même temps, ce discours fait mine d'ignorer que la vaccination n'empêche ni la propagation, ni la maladie mais diminuerait, selon des calculs spéculatifs, les risques d'hospitalisation ; on oublie que les non-vaccinés, sans passe sanitaire, sont déjà tenus à l'écart de moult lieux et activités, donc difficilement propagateurs ; on mentionne l'occupation des lits selon une proportion par million, qui inverse le rapport des nombres de lits occupés par les vaccinés et non-vaccinés. Conçue dans le sésail sensationnaliste de la peur, l'information médiatique ne précise pas les conditions médicales, l'âge ni la vaccination des malades COVID aux soins intensifs et des personnes décédées. Enfin, l'amalgame entre hospitalisés testés positifs mais asymptomatiques et hospitalisés en raison de la COVID, donc nécessitant ou non des soins pour cette maladie, grossit artificiellement le problème, tout comme on pouvait d'ailleurs s'y attendre lorsque le nombre de cas (toutes gravités confondues) a surgi dans le discours politique et les manchettes des journaux, faisant exploser les chiffres et grimper le sentiment d'urgence, d'alerte, de danger.

On devrait interroger cette coïncidence prémonitrice et régulière, entre les dramatisations médiatiques de l'actualité sanitaire et les mises à jour politiques des mesures, à savoir restrictions sociales, fermetures d'écoles, délestage hospitalier, campagnes vaccinales et j'en passe. Car la prolongation de l'état d'urgence sanitaire résonne dans le silence assourdissant d'un effet d'évidence, et le mot confinement n'est même plus prononcé par les autorités qui l'imposent, comme s'il allait de soi. Et pourtant, la fatigue pandémique s'accroît, au rythme d'une politique redondante et truffée de contradictions, où la vaccination, désormais triple dose, s'affiche comme le (Saint) graal de l'entêtement politique : on a quelques centaines de millions de doses en précommande jusqu'à 2024...

Le gouvernement aurait-il donc quelque intérêt au sacrifice social des non-vaccinés? Comme rediriger simultanément le ressentiment et la colère inassouvie d'une population échaudée et épeurée à maintes reprises afin de perpétuer sa politique? Or, la sécurité sanitaire n'advient pas avec la condamnation d'une catégorie de la population ; on gravit plutôt une marche supplémentaire vers l'obéissance passive au conformisme sanitaire et numérique, édicté par la ploutocratie néolibérale.

Les idées (néolibérales) dans l'air

« Seule une crise — réelle ou supposée — peut produire des changements. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables. » Milton Friedman, économiste de l'École de Chicago

Dans sa réflexion sur le capitalisme du désastre, Naomi Klein pointe l'économiste conservateur Milton Friedman, selon qui les grands changements ont lieu à l'occasion de catastrophes (naturelles, crises économiques, guerres), sur la base d'idées qui circulent dans l'air. Et Klein montre qu'en effet les idées néolibérales de la révolution conservatrice inspirées par Friedman se fraient un chemin opportuniste à ces occasions. « Pour lui, l'État a pour unique fonction, "de protéger notre liberté contre ses ennemis extérieurs et contre nos concitoyens eux-mêmes : il fait régner la loi et l'ordre, il fait respecter les contrats privés, et il favorise la concurrence." En d'autres termes, il s'agit de fournir les policiers et les soldats — tout le reste, y compris l'éducation publique gratuite, n'est qu'ingérence au sein des marchés » (p.10).

Et voilà comment à la Nouvelle Orléans, après l'ouragan Katrina, des 127 écoles publiques initiales il n'en resta que 4 (avec quelque 4 700 personnels syndiqués perdant leur emploi) et les écoles à charte (subventionnées par le public mais exploitées par le privé, et sans syndicats) passèrent de 7 à 31. Le gouvernement a simplement offert aux familles des bons d'études pour la scolarisation dans le privé, plutôt que de reconstruire les établissements publics. Voilà comment le capitalisme du désastre profite des traumatismes collectifs faisant suite aux catastrophes, parfois même orchestrées par les tenants de la révolution conservatrice, afin de modifier de part en part le système politico-social d'un pays.

Autrement dit, à la faveur d'une crise où l'incertitude, la peur et le ressentiment prédisposent la population à toutes sortes de manipulations médiatiques, scientistes et politiques, on peut sérieusement craindre que l'enjeu, comme s'il n'était pas suffisant, dépasse la liquidation d'un groupe populationnel.

Premièrement, l'idée de mettre au banc quelque 10 % de la population, en créant davantage d'exclusion, de pauvreté et de désespoir, est en train de devenir socialement acceptable parce qu'on la construit sur la vulnérabilité pathétique d'une population amenée par un état autoritaire à contracter contre elle-même (c'est-à-dire soumise à des restrictions qui heurtent son sentiment de liberté). C'est effectivement le ressentiment, la frustration collective due à la privation de nombreuses libertés qui rendent féconde la violence médiatique et politique de la construction sociale du bouc émissaire : le traitement impensable qu'on s'apprête à administrer aux non-vaccinés serait socialement inacceptable hors ladite crise.

Deuxièmement, ce virage qu'on retiendra peut-être parmi les étapes historiques de notre effondrement, épouse pleinement une conception ultra-libérale et extrémiste de la sécurité, où chacun incarne un danger sanitaire pour les autres, où chacun doit être individuellement et

exclusivement responsable de sa santé (exit les déterminants sociaux de la santé) tout en étant redevable à tous de son état de santé (et même contrôlable par tout un chacun). Refuserons-nous vraiment d'entrevoir que la mise à mort sociale des non-vaccinés présage probablement la destruction totale des services publics de santé et d'éducation? Que la passe sanitaire sera progressivement assortie d'autres obligations que vaccinales, au prétexte des crises sanitaires, climatiques et sociales à venir? Et le contrôle numérique fort probablement renforcé, de façon à « simplifier » l'utilisation et « optimiser » les mises à jour des autorisations et interdictions selon notre degré de conformation aux critères de sécurité sanitaire (et autres déclinaisons possibles)?

Refuserons-nous vraiment de comprendre qu'une autre catégorie sanitaire de concitoyens pourra être ensuite placée sur le banc des accusés : et l'on exclura de l'école pourquoi pas les asymptomatiques ou tout autre groupe jugé dangereux? Mondialisation.ca, 10 janvier 2022

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Ukraine et Transnistrie

Josep Borrell organise le siège du Donbass et de la Transnistrie - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

Le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, s'est discrètement rendu en Ukraine au début janvier.

Il s'est rendu sur la ligne de front du Donbass et s'est entretenu avec les fonctionnaires de la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM) pour mettre en place le blocus économique de la Transnistrie.

Officiellement, l'UE est une puissance pacifique. Dans les faits, elle prépare les théâtres de guerre pour l'Otan.

Pour en savoir plus :

En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie - Réseau Voltaire 17 juillet 2007

<https://www.voltairenet.org/article150085.html>

Washington envoie secrètement des armes en Ukraine - Réseau Voltaire 12 janvier 2022

Le président Joe Biden a secrètement validé fin décembre 2021 l'envoi pour 200 millions de dollars d'armes à l'Ukraine, révèle Politico.

Cet envoi intervient alors que le président Vladimir Poutine a publié, le 17 décembre 2021, une proposition de Traité garantissant la paix sur la base du respect de la Charte des Nations unies et de la parole donnée.

Le total des armes envoyées par les États-Unis en Ukraine par l'administration Biden s'élève donc à 500 millions de dollars, plus ces 200 millions de dollars en cours de livraison. À ce total, il convient d'ajouter des armes expédiées par la Turquie et des armes US, allemandes et finlandaises, expédiées par l'Estonie. Réseau Voltaire 12 janvier 2022

Russie

Riabkov place les USA en face de leurs responsabilités - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

Le ministre adjoint des Affaires étrangères russe, Sergeï Riabkov, est arrivé à Genève pour les négociations russo-états-uniennes sur les garanties de la paix. Il a dîné avec ses homologues états-uniens avant le début des négociations.

Il a déclaré que les propositions états-uniennes concernant un gel de la situation en Ukraine étaient très en deçà du sujet. « D'autres priorités sont plus importantes pour nous : non-élargissement de l'Otan, élimination de l'infrastructure créée, refus de certaines mesures, et pas sur une base réciproque, mais sur une base unilatérale de la part de l'Occident ».

La Russie considère qu'il serait naïf d'attendre une solution à Genève, mais que l'Otan doit d'ores et déjà se préparer à reculer. Réseau Voltaire 10 janvier 2022

Washington refuse de discuter du déploiement de l'Otan - Réseau Voltaire 11 janvier 2022

Les négociations russo-états-uniennes de Genève ont tourné court. La négociatrice US, Wendy Sherman, secrétaire d'Etat adjointe, n'était autorisée par le président Biden à ne discuter que du déploiement des missiles US en Ukraine et des troupes russes à la frontière russo-ukrainienne, pas d'autre chose.

La Russie avait envoyé son ministre adjoint des Affaires étrangères, Sergey Riabkov, pour débattre de la proposition de Traité garantissant la paix [1] publiée par le président Vladimir Poutine. Il s'agit d'affirmer à la fois le respect de la Charte des Nations unies et le respect de la parole donnée, ce qui impliquerait entre autres la transformation de l'Otan ou sa dissolution [2].

Simultanément à Washington, la Chambre des Représentants débattait d'une proposition de loi garantissant l'autonomie de l'Ukraine en renforçant sa Défense (Guaranteeing Ukrainian Autonomy by Reinforcing its Defense Act — GUARD). Il s'agit de réimposer des sanctions aux firmes allemandes impliquées dans le projet Nord Stream 2, de subventionner à hauteur de 200 millions de dollars supplémentaires l'armée ukrainienne et d'inscrire le président Vladimir Poutine sur la liste des soutiens du terrorisme. Au Sénat, on discutait d'un autre texte visant à proclamer le droit de l'Otan de s'étendre à l'infini. Réseau Voltaire 11 janvier 2022

Kazakhstan

Washington poursuit le plan de la RAND au Kazakhstan, puis en Transnistrie - Réseau Voltaire 11 janvier 2022

Les événements qui se déroulent depuis une semaine au Kazakhstan sont le cinquième volet d'un plan de la RAND Corporation, dont le sixième se déroulera prochainement en Transnistrie. Les quatre épisodes précédents ont eu lieu ces deux dernières années en Ukraine, en Syrie, en Biélorussie et au Nagorno-Karabagh. Il s'agit d'affaiblir la Russie en l'obligeant à se sur-déployer militairement.

par Thierry Meyssan

Le président états-unien, Joe Biden, a répondu à la proposition de la Russie d'un Traité garantissant la paix sur la base du respect scrupuleux de la Charte des Nations unies et de la parole donnée [1], lors d'une conversation téléphonique avec son homologue russe, Vladimir Poutine, le 30 décembre 2021. Sans surprise, il n'a pas répondu au fond de la requête russe, se contentant d'évoquer un possible arrêt des opérations US en Ukraine.

La RAND Corporation a imaginé un plan pour provoquer un sur-déploiement des forces armées russes et affaiblir ainsi ce pays.

Simultanément, le Conseil national de Sécurité des USA a déclenché plusieurs actions contre la Russie. Il ne s'agit pas de renverser des gouvernements ou de lancer de nouvelles guerres, mais d'obliger Moscou à intervenir hors de ses frontières de manière à l'épuiser. La Fédération de Russie dispose en effet déjà d'un gigantesque territoire qu'elle ne parvient pas à exploiter avec une population de seulement 150 millions d'habitants.

En mai 2019, la Rand Corporation, le think-tank du complexe militaro-industriel US, avait énuméré six options en la matière [2] :

1. Armer l'Ukraine ;
2. Augmenter le soutien aux jihadistes en Syrie ;
3. Promouvoir un changement de régime en Biélorussie ;
4. Exploiter les tensions dans le Sud du Caucase ;
5. Réduire l'influence russe en Asie centrale ;
6. Rivaliser avec la présence russe en Transnistrie.

La sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, Victoria Nuland, s'est rendue à Moscou du 11 au 13 octobre 2021 pour rencontrer le gouvernement russe. Celui-ci a exceptionnellement levé pour l'occasion l'interdiction qui lui était faite de voyager en Russie [3]. En effet, Madame Nuland n'est pas une fonctionnaire comme les autres. C'est une personnalité de l'État profond US participant à toutes les administrations, qu'elles soient républicaines ou démocrates, à l'exception de l'administration jacksonienne du président Donald Trump. C'est elle qui, en 2001, battit le rappel des Alliés pour se battre en Afghanistan malgré l'opposition du président français Jacques Chirac et du chancelier allemand Gerhard Schröder. C'est elle qui sauva Israël à la fin de la guerre de 2006 contre le Liban, organisant un cessez-le-feu unilatéral de manière à lui éviter l'humiliation d'une défaite militaire. Et c'est encore elle qui organisa la révolution colorée du Maidan, en 2014, pour renverser le président ukrainien Viktor Ianoukovytch et le remplacer notamment par des nazis. On avait alors pu constater le mépris dans lequel elle tient les Européens, provoquant un malaise à Bruxelles et les sanctions de Moscou.

Madame Nuland appartient à une illustre famille néoconservatrice. Son mari n'est autre que Robert Kagan, l'un des fondateurs du Projet pour un nouveau siècle américain (Project for a New American Century - PNAC) qui collecta les fonds pour l'accession de George W. Bush (le fils) à la Maison-Blanche et souhaita « un nouveau Pearl Harbor » que les attentats du 11-Septembre

réalisèrent. Son beau-frère, Frederick Kagan, est un des piliers de l'Institut américain de l'entreprise (American Enterprise Institute). Il fut l'inspirateur de la politique US d'occupation de l'Afghanistan et de l'Iraq. Sa belle-sœur, Kimberly Kagan, est la présidente de l'Institut pour l'étude de la guerre (Institute for the Study of War). Elle joua un rôle de premier plan dans toutes les guerres du « Moyen-Orient élargi », notamment dans la politique des renforts (the surge) en Iraq.

Victoria Nuland avait expliqué sa manière de traiter avec la Russie dans un article provoquant de Foreign Affairs en juillet 2020, « Épingler Poutine » [4]. L'autrice néoconservatrice travaillait alors pour l'ancienne secrétaire d'État démocrate, Madeleine Albright, et exposait ce que le prochain président devrait faire vis-à-vis de Moscou. Après avoir présenté une Russie en ruines et un Poutine aux abois, elle proposait de négocier un nouveau Traité START, de combattre l'usage que les Russes font de l'Internet, de soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE (puis à l'Otan), et l'opposition armée en Syrie. Elle imaginait des investissements US en Russie pour moderniser ce pauvre pays en échange d'un alignement politique de celle-ci sur les « démocraties occidentales ». Le Kremlin, qui ne reconnaît rien du constat qu'elle dresse, l'a pourtant reçue comme il avait accepté la tenue du sommet Biden-Poutine à Genève après que le président états-unien eut insulté à la télévision son homologue russe.

Rien n'a filtré de ces réunions à huis-clos. Mais il est hautement probable que Madame Nuland a menacé une fois de plus la Russie, car c'est ce qu'elle fait sans interruption depuis vingt ans. En tous cas, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a confirmé qu'elle n'était pas prête à soutenir l'application de l'accord de Minsk pour résoudre la crise ukrainienne.

Sitôt son déplacement fini à Moscou, Victoria Nuland s'est rendue à Beyrouth rencontrer le nouveau gouvernement de Najib Mikati, puis à Londres pour sonner le tocsin. Elle y a annoncé que Moscou massait des troupes à la frontière ukrainienne et s'appêtait à envahir le pays.

Trois semaines plus tard, le directeur de la CIA, William Burns, se précipitait à Moscou pour réparer ce que Victoria Nuland avait brisé. Il s'efforçait d'être conciliant et était reçu par le président Poutine en personne.

Cependant, Washington vient de cesser de souffler le froid et le chaud. Après avoir (1) armé l'Ukraine, (2) soutenu les jihadistes en Syrie, (3) tenté un changement de régime en Biélorussie [5], (4) exploité les tensions au Sud-Caucase avec l'attaque azerbaïdjanaise contre l'Arménie [6], Washington (5) tente de réduire l'influence de Moscou au Kazakstan et devrait prochainement (6) rivaliser avec la Russie en Transnistrie. Bref, il poursuit le plan de la Rand Corporation. Kazakhstan

Dans la culture d'Asie centrale, le chef est une sorte de Kubilai Khan et sa famille, à la fois des sujets et des privilégiés. Le Kazakhstan ne forme une nation que depuis quelques années. Il le doit au président Nursultan Nazerbayev qui a su fédérer différentes tribus. Son successeur, le président Kassym-Jomart Tokayev a démocratisé le pays, mais les comportements sont toujours influencés par la culture turco-mongole.

Le 2 juillet 2022, des manifestations contre la hausse du prix du gaz de 13 % ont tourné à l'émeute. Des groupes coordonnés ont attaqué les bâtiments publics et souvent des commerces locaux. Des snipers ont tiré depuis les toits, à la fois sur des manifestants et sur des policiers. Des armureries militaires ont été attaquées. Le butin a été distribué au sein des groupes d'assaillants. Le phénomène s'est reproduit un peu partout dans le pays. La prison de Taldykorgan, où des islamistes sont détenus prisonniers, a également été attaquée.

L'opération est conduite par des jihadistes ayant combattu en Syrie et par d'anciens collaborateurs afghans de la CIA. Les groupes qu'ils dirigent sont constitués par des islamistes kazakhs.

Le président Kassym-Jomart Tokayev a reconnu la légitimité des manifestations et réprimé les attaques terroristes. Il a proclamé l'état de siège et fait arrêter le président du Conseil de sécurité, Karim Masimov, un ancien banquier qui fut deux fois Premier ministre et chef de l'administration présidentielle. Il est actuellement inculpé de haute trahison. Puis, Tokayev a nommé son successeur et réuni le Conseil de sécurité.

Les rapports de son administration ont évalué à environ 20 000 le nombre des insurgés, incluant à la fois les jihadistes et émeutiers étrangers et les islamistes kazakhs. Le pays entretenait depuis de longues années, bien avant le plan Kushner de normalisation, des relations cordiales avec Israël. Si l'ancien président Nazerbayev avait tenu des positions anti-religieuses durant l'époque soviétique, il s'est converti par la suite et a accompli le pèlerinage de La Mecque. Les Églises ont été autorisées, sous réserve d'enregistrement. Un sommet inter-religieux, comparable à celui que le Vatican organise à Assise, a lieu chaque année.

Le Kazakhstan distingue les religions, quelles qu'elles soient, de l'Islam politique qui, lui, est interdit. Cependant, la Confrérie des Frères musulmans et le Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération) se sont développés dans toute l'Asie centrale avec l'aide du MI6 britannique. C'est d'ailleurs pour combattre ce séparatisme que l'Organisation de Coopération de Shanghai a été créée.

Le Conseil de sécurité a transmis au Kremlin les éléments dont il dispose déjà sur le complot dont le pays est victime. Il a requis l'aide de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) pour combattre les jihadistes. Le président Tokayev a donné sans attendre l'ordre à ses forces de sécurité de tirer sans sommation et de tuer les jihadistes qu'elles trouveraient [7].

L'OTSC a répondu immédiatement déployé 2 500 soldats, des Arméniens, des Biélorusses, des Russes et des Tadjiks, sous les ordres du général Andrei Serdyukov, commandant en chef des parachutistes de la Fédération de Russie. La Chine populaire a annoncé être prête à venir en aide, si de besoin.

La Turquie a apporté son soutien au président Tokayev, signifiant ainsi qu'elle n'était pas impliquée dans le complot islamiste. L'Afghanistan a fait de même, ce qui est moins surprenant dans la mesure où d'une part les Talibans sont des Deobandis et, d'autre part, que les Afghans qui participent à l'attaque jihadistes sont d'anciens collaborateurs de la CIA qui ont fui le pays [8].

Rapidement on apprenait que la National Endowment for Democracy [9], dont Victoria Nuland est une ancienne administratrice, avait dispensé des millions de dollars depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche pour « étendre la démocratie » au Kazakhstan.

Par le passé, l'ancien ministre de l'Énergie, l'oligarque Mukhtar Ablyazov, a créé un parti d'opposition (non-reconnu), le Choix démocratique du Kazakhstan (QDT), avec le gendre du président Nazerbayev, Rakhat Aliyev. Ensemble, ils ont tenté de le renverser avec l'aide de George Soros. Aliyev est mort en 2015 en prison en Autriche tandis qu'Ablyazov s'est exilé au Royaume-Uni, puis en France. Plusieurs fois arrêté dans l'Union européenne pour meurtre en Russie, il n'a jamais été extradé. Il a obtenu l'asile politique en France et réside à Paris depuis plus d'un an. Dès le premier jour d'émeute, il a lancé un appel pour renverser le régime, c'est-à-dire non seulement le président Kassym-Jomart Tokayev, mais aussi l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev, aujourd'hui officiellement retraité mais qui est toujours très influent.

Selon certaines sources non-confirmées, Mukhtar Ablyazov serait en lien avec le neveu du président Nazerbayev, Samat Abish, un ancien directeur-adjoint des services secrets. Celui-ci aurait été arrêté le 7 janvier pour haute-trahison. On le sait militant de l'islam politique comme son père qui a construit une gigantesque mosquée à Almaty.

L'ancien président Nursultan Nazerbayev (81 ans) est revenu dans la capitale. Si son état de santé le lui permet, il pourrait reprendre les choses en main, notamment avec l'aide de sa fille, Dariga Nazarbayeva.

Selon le plan de la RAND, après le Kazakhstan, le tour de la Transnistrie viendra.

Les États-Unis ont mobilisé l'Union européenne pour opérer un blocus économique de cet État non reconnu, dont la population s'est séparée par référendum de la Moldavie lors de la dissolution de l'URSS. Les fonctionnaires de la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM), sous la direction de Stefano Sannino (l'ancien représentant de OSCE en Serbie), encadrent les douanes moldaves et ukrainiennes (qui ne sont pas membres de l'UE) pour procéder depuis le 1er janvier 2022 au blocus de ce pays. La Russie sera contrainte d'aménager l'ancienne base spatiale soviétique et de créer un pont aérien pour nourrir les 500 000 habitants de cette enclave.

Les citoyens de l'Union européenne l'ont oublié, mais en 1992 les États-Unis avaient vainement tenté d'écraser militairement la Transnistrie (aujourd'hui République moldave du Dniestr) en utilisant une armée recrutée dans les prisons roumaines [10]. Le courage de cette population fidèle au modèle des Soviets, et particulièrement de ses femmes, fit capoter le projet de la CIA.

Signalons au passage que si la population de Transnistrie parle le russe, trois villages continuent à parler le français. Ils sont habités par des descendants des grognards de Napoléon qui s'y marièrent et s'y implantèrent lors de la campagne de Russie.

En conclusion, si la réponse de Washington à la proposition de Traité de Moscou pour garantir la paix était officiellement un arrêt de sa progression vers l'Est, elle est officieusement qu'il a toujours la capacité de nuire.

Notes :

[1] "Draft Treaty between the USA and Russia on Security Guarantees", Voltaire Network, 17 December 2021.

[2] Extending Russia : Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019.

[3] « U.S., Russia lift targeted sanctions to allow Nuland visit - Moscow », Elizabeth Frantz, Reuters, October 10, 2021.

[4] « Pinning Down Putin », Victoria Nuland, Foreign Affairs Vol. 99 #4, July 2020.

[5] « Qui veut renverser le président Loukachenko ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 1er septembre 2020.

[6] « Haut-Karabagh : victoire de Londres et d'Ankara, défaite de Soros et des Arméniens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 novembre 2020.

[7] « Analyse militaire des attaques contre le Kazakhstan », par Valentin Vasilescu, Réseau Voltaire, 10 janvier 2022.

[8] « 7 mensonges à propos de l'Afghanistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 août 2021.

[9] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire (Russie), Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

[10] « En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

Analyse militaire des attaques contre le Kazakhstan - Réseau Voltaire 10 janvier 2022

L'attaque que le Kazakhstan vient de subir, le 2 janvier 2022, impliquait deux groupes principaux indépendants reliés au même commandement étranger. Il impliquait environ 20 000 combattants, à la fois étrangers et kazakhs. Ce personnel avait été formé au jihad en Syrie ou en Afghanistan selon les cas. Les armées kazakh et russe ont été prises par surprise, mais sont parvenues en une semaine à reprendre le contrôle de la situation.

par Valentin Vasilescu

La première étape pour résoudre le problème a consisté à comprendre quel type de forces les autorités du Kazakhstan ont dû affronter

Dauren Abaev, chef adjoint de l'administration présidentielle du Kazakhstan, a déclaré que les manifestations dans le pays avaient commencé pacifiquement et que tout était soudainement passé sous le contrôle des provocateurs. L'utilisation de communications secrètes par les manifestants a été essentielle dans la coordination simultanée des actions violentes visant des objectifs préétablis. C'est-à-dire l'utilisation de stations de réception gérées par des serveurs de pointe situés à l'extérieur du Kazakhstan. Communications que les services secrets et l'armée nationale n'ont pas pu intercepter. Un centre de commandement unique a coordonné la préparation et l'orientation de toute l'action terroriste. Le président kazakh Kassym Jomart Tokayev l'a reconnu, dans un discours à la nation le 7 janvier [1]. Il a déclaré que « les forces de l'ordre et l'armée n'ont pas tenu leurs promesses ». « Il est devenu clair que nous manquions de forces spéciales, d'équipements spéciaux et de moyens spéciaux ».

Les militants comptaient dans leurs rangs des spécialistes des PsyOps (opérations de guerre psychologique), capables de manipuler les attitudes des gens. Ils ont donné la priorité à la transmission en direct de désinformations déjà préparées depuis les studios de télévision. Heureusement pour les autorités, les terroristes qui ont occupé le bâtiment de la chaîne de télévision Mir n'ont pas été en mesure de contrôler la tour de télévision Koktobe à Almaty, où se trouve l'antenne de diffusion. En conclusion, l'incapacité à saisir les médias à Almaty a joué un rôle énorme dans l'échec du coup d'État.

La planification des actions était typique des opérations commando à commandement unique

Un groupe important (Alpha) composé de plusieurs sous-groupes a agi simultanément à Almaty et dans des villes du sud et de l'ouest du Kazakhstan, dans le but de terroriser la population civile, de la disperser et d'empêcher l'intervention des forces de l'ordre. La mission du groupe Alpha s'est traduite par l'occupation et l'incendie de bâtiments administratifs, le pillage de magasins et de banques, la mise en place de barricades dans tous les quartiers et une tentative d'occupation de l'aéroport d'Almaty. Dauren Abaev a noté que parmi les terroristes à haut niveau de préparation au combat et à la cruauté brutale qui ont abattu des membres des forces de sécurité se trouvaient des tireurs d'élite.

L'objectif tactique du groupe Alpha était en fait une diversion sanglante pour couvrir le second groupe (Bravo), qui exécutait des attaques ciblées sur des dizaines de magasins d'armes, des dépôts d'armes et de munitions de l'armée et de la police, etc.

L'ancien conseiller du président Nazarbayev, Yermukhamet Yertysbayev, estime que les terroristes avaient des complices dans le pays. « La trahison d'un certain nombre de fonctionnaires et d'agents des forces de l'ordre a empêché de déjouer les plans des terroristes ». Selon lui, 40 minutes avant l'attaque de l'aéroport d'Almaty, l'ordre a été donné de retirer le dispositif de sécurité. M. Yertysbayev pourrait bien avoir raison, d'autant plus que les services de renseignement kazakhs n'ont pas découvert de preuves de préparations clandestines d'attaques terroristes, même si 20 000 attaquants spécialisés ont opéré dans la seule ville d'Almaty. Conséquences

Ce n'est qu'après 3 à 4 jours de chaos que l'ordre constitutionnel a été rétabli dans une certaine mesure dans toutes les régions, que les bâtiments administratifs et les infrastructures stratégiques ont été libérés et placés sous protection militaire. Les frontières ont été fermées et 70 barrages ont été mis en place dans le pays. De nombreux responsables d'administrations régionales et d'organismes chargés de faire respecter la loi ont été démis de leurs fonctions. Cependant, le président kazakh Kassym Khomart Tokayev a déclaré que « les militants n'ont pas déposé les armes et continuent à commettre des crimes ou à s'y préparer. Il est indispensable de mettre fin à leurs agissements. L'opération de combat visant à débarrasser Almaty des terroristes est menée par les services spéciaux du Kazakhstan ».

Le ministère de l'Intérieur du Kazakhstan a annoncé que 3 811 participants violents aux émeutes ont été arrêtés, que 26 personnes ayant attaqué les forces de l'ordre avec des armes à feu ont été tuées et que 26 autres ont été blessées. RIA Novosti a cité des sources du bureau du procureur du Kazakhstan selon lesquelles « parmi les terroristes détenus au Kazakhstan, il y a beaucoup de citoyens étrangers, payés pour commettre des actes criminels ».

À la demande du président Kassym Khomart Tokayev, la Russie a envoyé 3 000 soldats au Kazakhstan, la Biélorussie 500, le Tadjikistan 200 et l'Arménie 70. Plus de 70 avions Il-76 et 5 An-124 ont transporté le contingent russe de maintien de la paix des forces de l'OTSC au Kazakhstan. Il s'agit de sous-unités de la 45e Brigade, de la 98e Division et de la 31e Brigade Spéciale, toutes appartenant aux forces aéroportées.

Le rôle de l'armée russe

Le mandat donné par l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) ne prévoit pas de participation à des opérations de combat au Kazakhstan, les tâches des forces de maintien de la paix étant essentiellement la protection des installations vitales. Des sous-unités de la 98e Division aéroportée contrôlent l'aéroport international à Nur-Sultan, le siège de l'État-Major général des forces armées et le bâtiment du centre de télévision Kazmedia.

Une sous-unité indépendante des forces d'opérations spéciales russes surveille le palais présidentiel de Nur-Sultan, la banque centrale et le comité de sécurité nationale du Kazakhstan. Des sous-unités de la 45e Brigade à vocation spéciale ont été déployées dans le sud-est du Kazakhstan, pour garder l'aéroport international d'Almaty, le centre opérationnel de défense aérienne conjoint Fédération de Russie-Kazakhstan à Almaty. D'autres sous-unités de la 45e Brigade ont été déployées à Shymkent, la troisième plus grande ville de 1,1 million d'habitants, où elles gardent la 602e base aérienne et d'autres objectifs administratifs de la ville. Des sous-unités de la 31e Brigade aéroportée ont été déployées dans la partie orientale du Kazakhstan, dans la ville d'Ust-Kamenogorsk, le centre administratif de la zone d'industrie extractive du Kazakhstan oriental. D'autres sous-unités de la 31e Brigade assurent la sécurité des installations de Kazatomprom dans le nord du pays, la compagnie nucléaire nationale du Kazakhstan.

Séparément, à l'appui des unités antiterroristes locales, de petites unités russes telles que des unités de neutralisation PsyOps, d'opérations de guerre psychologique et de reconnaissance peuvent également opérer. Par exemple, un groupe de reconnaissance aéroporté russe utilise le système RB-341V Lieer-3. Les drones (avions et hélicoptères de recherche sans pilote et silencieux) capturent et transmettent des images vidéo 24 heures sur 24 ou collectent des données sur une large gamme de fréquences - SIGINT (renseignement d'origine électromagnétique), et même les réseaux GSM. Lorsqu'un réseau suspect est découvert, seuls certains émetteurs du réseau sont brouillés. Cela empêche la transmission des ordres aux terroristes en aval de la chaîne de commandement. La zone de brouillage se concentre sur des objectifs ciblés dans un rayon de 6 km. Les plates-formes aéroportées russes servent également de relais radio pour les militaires kazakhs opérant dans les zones urbaines, où la transmission est protégée par les bâtiments. Les troupes aéroportées russes disposent également d'un autre système terrestre sur un véhicule 8x8 : le RP-377LA Lorandit, qui se compose de puissantes stations de recherche de sources de fréquences et de stations de brouillage sélectif, toutes dans la gamme 3 MHz-3 GHz.

Un autre groupe russe est spécialisé dans la reconnaissance spéciale, effectuée par du personnel militaire hautement qualifié. Dans notre cas, le personnel militaire russe est formé à l'infiltration secrète parmi les terroristes afin de recueillir des renseignements HUMINT. Permettre l'anticipation des actions futures, la détection des réseaux ou des moyens de transmission des dispositions hiérarchiques, le suivi des chefs terroristes et le placement de dispositifs de repérage permanents.

Comme le contingent en Syrie, le contingent kazakh est intégré aux réseaux du système centralisé MK VTR-016 du ministère russe de la Défense, qui utilise le système Auriga-1.2V. Des centaines de mini-stations vidéo mobiles portables dans les zones de responsabilité attribuées aux militaires russes au Kazakhstan transmettent des informations secrètes en temps réel à Moscou grâce aux satellites de communication militaires russes. Grâce au serveur de Huawei, le plus puissant du monde, ces transmissions sont difficiles à intercepter et à brouiller. Auriga-1.2V permet aux officiers très expérimentés d'optimiser les actions de leurs subordonnés sur le terrain à partir de la salle des opérations de l'état-major aéroporté russe, en l'absence de facteurs perturbateurs.

Après l'occupation de l'Irak, les troupes d'occupation US ont eu fort à faire avec les groupes d'insurgés sunnites qui enlevaient des citoyens occidentaux. Pour pénétrer ces groupes, les forces d'opérations spéciales états-uniennes ont mis sur pied une opération ciblée, créant leur propre groupe de « kidnappeurs », dans lequel les « kidnappés » étaient des agents de renseignement infiltrés dans les médias alliés des États-Unis. Vous vous souvenez peut-être des journalistes Marie Jeanne Ion (Prima TV, Roumanie) et de Florence Aubenat (Libération, France). Une fois que ce groupe a acquis une certaine notoriété en diffusant des vidéos, reprises par les médias irakiens et internationaux, il a attiré l'attention de véritables groupes d'insurgés qui ont proposé de prendre en

charge les « personnes enlevées ». De cette manière, les véritables groupes d'insurgés en Irak ont été découverts et arrêtés.

L'armée russe prouve qu'elle a tiré les leçons des innovations US dans la lutte contre les insurgés en Irak. Les spécialistes russes des opérations psychologiques sont arrivés à la conclusion qu'il est plus facile d'appâter les cellules terroristes que de les rechercher pour les neutraliser. Ainsi, suivant le modèle états-unien, ils ont mis en place un faux « Front de libération du Kazakhstan » qui diffuse des vidéos sur les médias sociaux et incite les cellules terroristes qui ont participé au soulèvement du pays à le rejoindre.

[1] “Kassym-Jomart Tokayev speech on terrorist attack”, by Kassym-Jomart Tokayev, Voltaire Network, 7 January 2022.

ÉCONOMIE

Fed

Reuters - « la Fed a acheté pour plus de 4 000 milliards de dollars d'emprunts d'Etat et de prêts immobiliers titrisés depuis la pandémie de COVID-19, ce qui a plus que doublé la taille de son bilan, passé de 4 100 milliards de dollars à plus de 8 700 milliards ».

France

Le déficit commercial de la France plonge à un niveau «jamais atteint» - RT 7 janv. 2022

Les douanes ont annoncé ce 7 janvier que le déficit commercial de la France s'était encore creusé pour atteindre 9 milliards d'euros en novembre, soit «le solde mensuel le plus bas jamais atteint». En 2020, le déficit commercial de la France bouscule un nouveau record

Les importations ont atteint un niveau record et ont été lestées par la hausse des prix des matières premières, notamment énergétiques, dégradant encore le déficit par rapport au mois d'octobre, quand il s'était hissé à 8,1 milliards d'euros (chiffre révisé). En janvier 2021, le déficit s'affichait à 4,5 milliards.

Le Douanes précisent qu'en novembre, le déficit cumulé sur 12 mois s'élève à 77,6 milliards d'euros, «soit 2,6 milliards de plus que le déficit annuel record de 2011». Sur le même mois, le montant des importations atteint «la somme historique» de 52,5 milliards d'euros. Si elles n'ont augmenté que de 2,6% en volume depuis le début de l'année, elles ont bondi de 20,1% en valeur.

Selon les Douanes, cette progression s'explique «en très grande partie par la hausse des prix des matières premières, notamment énergétiques, et des produits industriels». La fin d'année a en outre connu un «pic inhabituel des importations d'électricité», ainsi qu'une «croissance dynamique des approvisionnements en gaz et pétrole».

La France importatrice nette d'électricité malgré le nucléaire

Surtout, les douanes soulignent que la France, traditionnellement exportatrice d'électricité, a été importatrice nette en novembre, la production nationale ne suffisant pas à répondre à la demande.

Les exportations progressent aussi, mais à un rythme moins élevé de 400 millions d'euros en moyenne par mois depuis le début de l'année pour s'établir en novembre à 43,5 milliards d'euros, quasiment au niveau du pic d'avril 2019.

La Banque de France a de son côté révélé une aggravation du déficit de la balance des paiements – qui inclut les échanges de services – à 3,6 milliards d'euros en novembre, soit 1,1 milliard par rapport au mois précédent, a détaillé la Banque de France ce 7 janvier. RT 7 janv. 2022

La Banque de France alerte sur le risque de crise financière - insolentiae.com 11 janvier 2022

Dans son dernier rapport sur les risques la Banque de France trouve que les marchés financiers sont un tantinet « exubérants »! Vous pouvez lire les 50 pages du rapport complet ici directement sur le site de la Banque de France.

La BdF a peur d'une « correction brutale compte tenu des niveaux de valorisation parfois « exubérants » et c'est une crise boursière et financière est le principal risque qui pèse à moyen terme sur le secteur financier, et il pourrait augmenter. »

D'accord, mais de vous à moi, pourquoi les bourses et les marchés sont si « hauts »?

Parce que les taux ils sont très bas!

Et donc, qu'est-ce qui pourrait créer un énorme krach boursier?

Une remontée des taux mes amis!

Et qui c'est qui monte les taux?

C'est pas vous, c'est pas moi, alors c'est qui donc?

C'est... Les banques centrales!

Donc quand la Banque de France annonce qu'ils ont peur d'un krach boursier, enfin d'une crise financière c'est qu'ils savent qu'ils vont en créer une de toute pièce de crise!

Pour ça, rien de plus simple.

Yaka monter les taux jusqu'à ce que les couinements des marchés se transforment en cris stridents de douleur.

La douleur de l'argent du financier qui s'en va en fumée.

Un cri terrible vous imaginez.

« Certains indicateurs de valorisation boursière pointent un niveau d'exubérance persistant, qui rend les marchés d'actifs risqués vulnérables à une correction brutale pouvant aussi éventuellement

déstabiliser des acteurs financiers non bancaires ayant recours au levier de la dette et se propager à d'autres segments de marché », a estimé la banque centrale.

En d'autres termes: après une année faste, le système financier n'est pas à l'abri d'une crise boursière.

J'adore l'humour des prévisionnistes des banques centrales.

C'est eux qui président aux cycles économiques.

C'est eux qui décident si il y aura plus ou moins d'argent dans le système, plus ou moins de taux.
insolentiae.com 11 janvier 2022

Great Reset : La transition énergétique ou le racket du Green New Deal

Bruno Le Maire. Electricité vers une hausse de 40 % ! - insolentiae.com 11 janvier 2022

« Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé ce lundi sur LCI qu'une solution technique sera trouvée « d'ici la fin de la semaine » pour limiter la hausse des prix de l'électricité à 4 % en 2022, comme l'avait promis le gouvernement. Le Premier ministre Jean Castex s'était engagé fin septembre à limiter la hausse des tarifs de l'électricité à 4 %, afin d'épargner le pouvoir d'achat des ménages.

Le gouvernement a déjà baissé la taxe sur la consommation d'électricité (CSPE), « au plus bas de ce qui est possible au titre des règles européennes », a déclaré Bruno Le Maire sur LCI, mais cela ne couvre que « jusqu'à 16 ou 17 % d'augmentation du prix de l'électricité ». Or le gouvernement s'attend à ce que la hausse soit plutôt de l'ordre de 38 à 40 %, d'où la nécessité d'une solution complémentaire pour la contenir ».

Oui, vous avez bien lu.

La hausse de l'électricité sera de 40 % si le gouvernement ne fait rien.

40 %.

Meuh... non y a pas d'inflation !

Vous savez d'ailleurs que quand les prix de l'électricité augmentent cela fait augmenter le PIB !!! Et oui, le CA d'EDF cela rentre directement dans le calcul du PIB et l'impact sur la « croissance » économique est bien réel bien que cela ne crée bien évidemment aucune richesse.

« La flambée des cours de l'électricité est alimentée par de nombreux facteurs, comme les tensions pour l'approvisionnement cet hiver et la hausse des prix des quotas de CO2 sur les marchés du carbone, sur lesquels les entreprises échangent des « droits à polluer » alloués en nombre limité par les autorités. À long terme, la France espère une réforme du marché européen de l'électricité pour que les cours reflètent plus fidèlement les prix réels dans chaque pays, alors qu'ils sont aujourd'hui calés sur les coûts des centrales à gaz et au charbon, qui atteignent aujourd'hui des sommets ».

Oui, vous avez bien lu.

Dans notre pays où 70 % de l'électricité est nucléaire, on calcule le coût de l'électricité que l'on vous vend en prenant en compte les centrales au gaz et au charbon.

Je ne dirais pas que l'on se fiche de vous, mais cela y ressemble fichtrement.

Le gouvernement n'y est pour rien, car c'est l'Europe qui décide !

Et l'Europe, de vous à moi, elle nous emmerde pour reprendre une expression présidentielle à la mode.

Mais que voulez-vous, quand on abandonne sa souveraineté, voilà le résultat. insolentiae.com 11 janvier 2022